

JOURNAL DE CHIMIE MÉDICALE

DE PHARMACIE, DE TOXICOLOGIE

ET

MONITEUR D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ PUBLIQUE

RÉUNIS

A l'usage des Médecins et Pharmaciens, des Conseils d'hygiène, de MM. les Préfets
Sous-Préfets, Maires, Conseillers municipaux.

PARAISSENT LE 1^{er} DE CHAQUE MOIS

RÉDACTEUR :

MM. A. CHEVALLIER père, Pharmacien-Chimiste, membre de l'Académie
de Médecine, du Conseil de salubrité, Professeur à l'École de Phar-
macie, etc., etc.

AVEC LE CONCOURS DE

M. Baudrimont, Professeur à l'École supérieure de Pharmacie, Pharmacien
en chef de l'hôpital Sainte-Eugénie.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL :

France: 10 Fr. — Étranger: le port en plus

ON SOUSCRIT A PARIS

Au Bureau du Journal, rue Baillet, n^o 1.

(SUR LA RUE DE LA MONNAIE)

1875

(MÉDAILLE D'HONNEUR)

TUBES LEVASSEUR

Employés avec succès contre l'ASTHME, l'oppression, la suffocation, palpitations et toutes les affections des voies respiratoires, etc. — 3 fr. la boîte.

Pharmacie LEVASSEUR, rue de la Monnaie, 23. Paris.

NÉVRALGIES

Les Pilules antinévralgiques du Dr Cro-
nier agissent toujours et calment les névral-
gies les plus rebelles en moins d'une heure.
— 3 fr. la boîte. — *Se méfier des contre-
façons.*

LABASSÈRE

« L'eau de Labassère se place en tête
des eaux sulfureuses propres à l'expor-
tation. » (FILHOL).

Exploitation à BAGNÈRES-DE-BIGORRE.

LIQUEUR FERRUGINEUSE

DE BAUT

AU FER DIALYSÉ

Au Havre, à la pharmacie BAUT,
rue Beauverger.

A Paris, chez COUTELAS, rue
des Francs-Bourgeois, 43.

PRIX DU FLACON

Au public 3 fr. »
Au pharmacien .. 2 25

RÉGIE DES JOURNAUX

de France et de l'Etranger

21, rue de la Monnaie, Paris.

ÉMULSIONS MÉDICAMENTEUSES LE BEUF

MÉDAILLE D'OR à l'exposition internationale de Paris, 1875

Prix du flacon.

- Coaltar saponiné LE BEUF**, désinfectant énergique,
cicatrisant les plaies, adopté par les Hôpitaux de Paris. 2' »
- Emulsion de Goudron végétal LE BEUF**. « Représente
« sans altération et sans perte, tous les principes et con-
« séquemment toutes les qualités du goudron en nature. »
(Comm. therap. du Codex, par A. GUBLER, 1^e éd., p. 166). 2 »
- Emulsion de Baume de Tolu LE BEUF**. « Les émulsions
« Le Beuf de Goudron, de Tolu, ont, sur la plupart des
« autres préparations, l'avantage d'offrir, sous une
« forme aisément absorbable, l'ensemble des principes
« actifs de ces médicaments complexes. » (Comm. thé-
rap. du Codex, par A. GUBLER, 2^e édit., p. 314). . . . 2 50
- Emulsion d'Huile de Cade LE BEUF**, employé avec
succès à l'hôpital Saint-Louis de Paris, par le D^r Bazin,
dans diverses affections cutanées. 2 50
- Emulsion de Résine de Copahu LE BEUF**. Injection
antiblennorrhagique, remplace avantageusement l'usage
du Baume de Copahu à l'intérieur 3 »

Remise aux Pharmaciens, 30 %

Bayonne, pharmacie LE BEUF; dépôt à Paris, pour la vente en gros,
chez M. THEBAULT, 80, boulevard du Temple, et dans toutes les
maisons de drogueries.

GUÉRISON INSTANTANÉE DU MAL DE DENTS

Par la **PYRÉTHRINE** de **LAHAUSOIS**

Pharmacien à Orléans

PRIX : 1 fr. 50 le flacon. — **DÉPOT** dans toutes les pharmacies.

PILULES ET SIROP

DE

PROTO-BROMURE DE FER DE PRINCE

Pharmacien, cours Lafayette, à Lyon

ANTI-NERVEUX — ANTI-CHLOROTIQUE

Contre l'appauvrissement du sang, les affections chlorotiques (pâles couleurs), névralgiques et hystériques; les menstruations difficiles et douloureuses; la maigreur excessive; l'épuisement; l'anémie, etc.

Le *Proto-bromure de fer de Prince* assure une guérison d'autant plus certaine, qu'il est, par sa composition (fer et brome), propre à combattre et la maladie elle-même et les désordres nerveux (éréthisme, innervation), toujours liés à ces différentes affections : de là son immense supériorité et son succès dans les cas où ont échoué les autres préparations ferrugineuses.

PRIX	{		public	pharmaciens	droguistes
	{	le flacon de pilules....	4 »	3 »	2 60
	{	— de sirop.....	3 50	2 50	2 35

Les sirops sont : 1° au quina; 2° à l'écorce d'orange; 3° à la fleur d'oranger.

Franc de port et d'emballage pour toute demande d'au moins 100 fr.

LE FER ASSIMILABLE

PILULES MARTIALES

DE R. COQUET

Pharmacien à Saint-Nazaire-sur-Loire.

PRIX DU FLACON : { Pour public 4 fr.
 { Pour pharmacien .. 2 40

Par 20 flacons à la fois 2 25

Dépôt à la Pharmacie Centrale de France, 7, rue de Jouy, Paris

EAU MINÉRALE SULFUREUSE NATURELLE
DE
SAINT-HONORÉ-LES-BAINS
(NIÈVRE)

PRIX DE LA BOUTEILLE, au Commerce :

A la Source 45 c.
à Paris (Maison d'Esebeck. 50 »

On expédie par caisse de 25 ou 50 bouteilles,
ou en cadre, par 500, 600, 700 ou 800 bouteilles.

ADRESSER LES COMMANDES :

A M. le Régisseur, à Saint-Honoré-les-Bains (Nièvre),
où à M. D'ESEBECK, rue Jean-Jacques-Rousseau, à Paris.

**Vente dans toutes les pharmacies et les dépôts d'eaux
minérales.**

NOTA. — Généralement, le dépositaire vend : aux Pharmaciens, 60 c.,
et au public, 75 c.

GOUTTE & RHUMATISMES
Traitement par la Teinture COCHEUX

Le Colchique est reconnu, depuis les temps les plus reculés, comme le spécifique de la goutte et du rhumatisme. Mais son usage a été abandonné par la plupart des praticiens, à cause des dangers que présente son action drastique sur le tube digestif.

M. Cocheux a reconnu que l'action du colchique était due à un alcaloïde, la *Colchicine*, qui agit d'une façon toute spéciale dans la diathèse urique, et non au principe drastique, qui doit être rejeté. Il a trouvé un procédé pour la préparation de la *Colchicine* et a composé une teinture ayant cet alcaloïde pour base, et à laquelle il a donné son nom.

LA TEINTURE COCHEUX est donc le spécifique de la Goutte, du Rhumatisme et de toutes les manifestations de la diathèse urique. Elle peut s'administrer à haute dose : une cuillerée à café par jour dans de l'eau sucrée.

Se trouve dans toutes les pharmacies de France et de l'étranger et au laboratoire COCHEUX, 10, rue de Trion, à Lyon.

DÉPOT GÉNÉRAL A PARIS, pharmacie BARRAL, rue du Faubourg St-Denis, 30.

JOURNAL
DE
CHIMIE MÉDICALE
DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE
ET
MONITEUR D'HYGIÈNE ET DE SALUBRITÉ PUBLIQUE
RÉUNIS

PHARMACIE

Translation de l'École supérieure de Pharmacie.

Une nouvelle qui sera agréable à tous nos confrères, c'est la solution que nous allons faire connaître d'une question d'un haut intérêt.

C'est la translation de l'École au Luxembourg, où elle occupera une superficie de 15,000 mètres, ayant une valeur de 1,800,000 francs.

La construction, elle-même, coûtera 3,200,000 francs ; elle exigera trois ans ; une somme de 1,100,000 francs sera employée en 1876.

Ce laps de temps, trois ans, paraîtra long à beaucoup de nos confrères, qui connaissent l'état des bâtiments qui sont très-mauvais et qui sont soutenus par des charpentes ; mais une aussi forte dépense ne pourrait être faite plus tôt ; espérons que d'ici-là on n'aura pas de malheurs à déplorer.

Il est peut-être intéressant de donner ici quelques détails historiques sur cette École et sur sa fondation, nous aidant pour le faire du travail de MM. Duruy et Laugier, fils d'un savant regretté de tous ceux qui l'ont connu.

Dans le XVI^e siècle, lorsqu'il existait des corporations : celle des épiciers et des apothicaires avait un local, une *chambre*, qui était le chef-lieu de la corporation ; mais ce local n'était pas celui occupé actuellement par l'École, rue de l'Arbalète.

L'École de pharmacie fut une fondation pieuse due à un maître apothicaire ; elle fut entretenue plus tard par tous les apothicaires qui s'étaient réunis à cet effet.

Cette propriété devint, au XVIII^e siècle, l'occasion de longs débats et de violentes récriminations contre les pharmaciens, qu'on accusait de s'être attribué le bien des pauvres.

Nicolas Houel, reçu maître apothicaire en 1548, avait une grande réputation. Parvenu à un âge avancé, sans enfants, n'ayant pas de parents dans le besoin et ayant une fortune grande pour l'époque, conçut le dessein de fonder un hôpital charitable qui pût porter son nom. A cet effet, il présenta au roi Henri III une requête tendant à obtenir licence pour la fondation *d'une maison de charité*, dont l'objet principal serait de *nourrir et instruire* des enfants orphelins *à la piété, aux bonnes lettres et en l'art d'apothicairerie*, et où seraient préparés et fournis *aux pauvres honteux de Paris, tous médicaments convenables dans leurs maladies*, il demandait au roi qu'il lui plût donner *à Dieu et aux pauvres* la propriété de ce qui restait à vendre du Palais des Tournelles, abandonné et détruit depuis Henri II.

Cette requête fut renvoyée par le roi aux trésoriers de France et ensuite aux présidents, aux avocats et procureurs généraux des cours souveraines pour avoir leurs avis.

Cette demande d'emplacement n'eut pas de succès, mais l'avis de MM. du Parlement fut qu'applaudissant au projet de Houel *que, pour inciter par un prompt établissement les personnes charitables à y aumôner ou élargir de leurs biens, comme aussi pour sauver une partie de la dépense, on se pourrait aider et accommoder de la maison des Eufants-Rouges, au Marais.*



Cette maison, lors d'une visite qui y fut faite, fut trouvée assez commode, capable et spacieuse.

Ce fut en conformité de cet avis des premiers présidents, procureurs et avocats généraux du Parlement que, par un édit donné à Paris au mois d'octobre 1576, ce souverain approuva et autorisa la fondation d'Houel, pour instruire ces enfants *en l'art de pharmacie*, et qu'il ordonna que *ladite maison de Charité serait fondée et instituée en la maison des Enfants-Rouges, comme trouvée commode et spacieuse*, que là certain nombre d'enfants orphelins ou pauvres seraient *instruits et enseignés à piété, service divin, et aux bonnes lettres, et par après en l'art d'apothicairerie, et qu'y seraient préparées, fournies et administrées toutes sortes de médicaments et remèdes convenables aux pauvres honteux de Paris, en leurs infirmités et maladies.*

Par le même édit, le roi Henri donna à Houel tous les deniers qui proviendraient de la recherché des comptes *des hôtels Dieu, maladreries et léproseries du royaume, et des malversations de leurs gouverneurs.*

Cet édit fut enregistré au Parlement le 18 décembre de la même année.

Pendant les difficultés que suscitèrent à Houel les administrateurs de l'hôpital des Enfants-Rouges, le contraignirent de chercher un autre terrain. Il eut recours au Parlement qui avait enregistré l'édit de sa fondation.

Le procureur du roi, est-il dit dans l'arrêt, ayant remontré à la Cour que le roi avait institué une maison de charité, pour faire de la pharmacie et apothicairerie..., qu'il avait établie *en la maison et hôpital des Enfants-Rouges*, pour la conduite de laquelle maison de charité, Nicolas Houel, *inventeur de l'œuvre*, avait été nommé, etc., et comme il était nécessaire d'avoir un autre endroit de la ville et faubourgs..., il s'était trouvé *un hôpital de l'Oursine*, au faubourg Saint-Marcel, *hôpital désert et abandonné* par mauvaise conduite, *tout ruiné*, les pauvres non logés, le service divin non célébré, etc.

Toutefois, l'évêque de Paris, et un nommé Marin Roussel, se

disant titulaire de cet hôpital Saint-Marcel, s'opposaient à ce que la maison chrétienne de Nicolas Houel y fût transférée. L'arrêté du 29 août 1577 ordonna qu'ils seraient appelés, et, le 2 janvier 1578, intervint un arrêt définitif, en conformité duquel Nicolas Houel, déjà nommé par lettres-patentes données à Blois le 20 janvier de l'année précédente, *à la superintendance, tant de ladite maison, chapelle, apothicairerie et jardin des simples, que pour l'instruction des enfants, etc.*, fut installé par des commissaires du Parlement le 21 avril 1578, dans l'ancien hôpital de l'Oursine ou de Saint-Marcel. Houel ne perdit pas un moment à remettre en bon état et à ses frais, autant qu'il était en lui, les édifices et les clôtures ruinées de cet hôpital ; mais bientôt une inondation de la Bièvre détruisit tous ses travaux ; il fallut recommencer et reconstruire. Il réédifia ses bâtiments dans l'endroit le plus élevé de son terrain, vers la rue de l'Oursine, *et y dépensa de ses propres deniers plus de 2,000 écus sols*, ce qui formait à cette époque une somme considérable.

La générosité d'Houel ne se borna pas à réparer et mettre en bon état les bâtiments, la chapelle et le grand enclos de l'hôpital Saint-Marcel, nommé depuis lui, *maison de la Charité chrétienne*, tel qu'il s'étendait entre la rue de l'Oursine et la rivière de Bièvre. *Il acheta encore une place, tout devant, de l'autre côté de la rue*, anciennement appelée *les Fossés*, pour défricher ce terrain et en faire le jardin des plantes médicinales, destiné à l'instruction de ses élèves.

Houel, déjà affligé de voir que sa fortune, dont il faisait un entier sacrifice à sa maison de charité chrétienne, lui serait insuffisante pour remplir son dessein ; découragé d'ailleurs par la révocation qu'avait faite Henri III, en août 1585, de la recherche et rentrée (jusque-là infructueuse) des reliquats de comptes des hôtels-Dieu et léproseries du royaume, que ce prince lui avait aumônés pour toute dot, par son premier édit d'octobre 1576 ; surchargé de pauvres et de travail, tomba malade lui-même et mourut en 1587.

Après le décès de Houel, Charles Audens, aussi maître apo-

thicaire, son successeur, et Catherine Vallée (veuve Houel) qu'il épousa, éprouvèrent bien d'autres traverses dans leur administration.

La maison de charité chrétienne de Houel changea elle-même d'objet et d'institut pendant les plusieurs années de troubles qui agitérent la capitale et les autres villes du royaume.

On voit que le 6 mai 1597, il fut rendu arrêt en conseil privé, suivi, en octobre, de lettres-patentes qui ordonnèrent que les pauvres gentilshommes et soldats blessés pendant les guerres seraient reçus, pansés et médicamentés dans cette maison, comme les pauvres honteux de Paris. Simon Lemusnier, prenant le titre de *procureur général* de ces soldats estropiés, fut établi procureur et receveur des deniers et revenus de la maison. L'administration d'Audens demeura réduite à la fonction d'*apothicaire de cette maison, pour y servir et avoir aux dépens d'icelle une apothicairerie pour les secours desdits soldats*.

Il est bien croyable que la culture des plantes et l'instruction de la jeunesse en souffrirent d'autant plus, que les débris de la fortune du défunt Houel suffisaient à peine pour soutenir Audens et sa femme.

D'autres lettres patentes de Henri IV, de 1600, 1604 et 1606, confirmèrent en faveur des officiers et soldats invalides le droit d'être logés et pansés dans cette maison. Le roi lui rendit même, à cet effet, le recouvrement purement idéal, des anciens comptes d'hôpitaux et maladreries ; mais une maison de charité qui n'avait ni bâtiments, ni revenus convenables à d'aussi grands objets ne pouvait les remplir, ils furent annulés et révoqués par arrêt du 1^{er} septembre 1611, et on distribua à tous ces invalides une somme de 2,400 livres, pour les renvoyer chacun chez eux.

Alors la fondation de Houel parut être rendue à sa première institution : instruction de jeunes gens *en l'art de pharmacie*, puis après, composition et distribution gratuite des drogues et médicaments aux pauvres malades. Voilà les objets de l'édit d'octobre 1576.

Mais pendant l'administration du sieur Lemusnier, en qualité de procureur général des Invalides, les bâtimens de la maison, son apothicairerie, la culture de son enclos, tout avait été étrangement négligé. Depuis, le mal ne fit qu'augmenter, chaque chapelain, chaque administrateur, tout le monde prétendit être maître; trois ou quatre apothicaires se disputèrent même le titre d'administrateur, et comme le véritable objet de la fondation de Houel, en 1566, était *l'instruction* des jeunes gens aux bonnes lettres et en l'art de pharmacie, on vit jusqu'aux *maîtres des petites écoles* du faubourg Saint-Marcel se présenter au *procès* pour revendiquer cette instruction dans la maison de l'hôpital. Mais les concurrents les plus considérables furent les *recteur, doyen et suppôt de l'Université*, et encore mieux, les docteurs de la Faculté de médecine, qui, en requérante que la *fondation* de Houel, de l'an 1576, *fût entretenue* audit hôpital, demandaient à être *reçus*, suivant leurs offres, à *instruire les pauvres enfants en l'art de pharmacie* audit hôpital, *y faire la composition des remèdes et médicaments des pauvres malades*, et que le jardin leur *fût adjugé* pour le semer et planter de toutes sortes de simples et d'herbes nécessaires tant pour l'instruction des dits enfants que *composition des dits remèdes*.

Mais toutes ces requêtes étaient contraires à la teneur même de la fondation dont l'Université et la Faculté de médecine demandaient l'exécution.

La fondation de Nicolas Houel, et son état approbatif de 1576, dûment enregistré, portaient clairement que ce serait un maître apothicaire de Paris, résidant dans la maison même, qui y ferait *l'instruction* des jeunes étudiants en pharmacie, la composition des drogues, leur distribution gratuite aux pauvres malades, et qui aurait soin de cultiver le jardin en plantes médicinales. Aussi, l'arrêt du 10 septembre 1624, rendu sur toutes ces contestations, décida que *la fondation de 1576 serait entretenue*, et qu'à cet effet, le revenu de l'hôpital serait mis en bail judiciaire; ordonna qu'à cette fin les *maîtres et gardes de la communauté des apothicaires* présenteraient, de trois en trois

ans, trois maîtres d'entre eux, dont l'un serait pourvu et établi dans l'hôpital pour y résider, exercer sa commission durant trois ans, et distribuer gratuitement aux pauvres nécessiteux les drogues et médicaments pour l'achat desquels les deniers du bail judiciaire lui seraient remis, à la charge par ledit apothicaire d'en rendre compte.

Au surplus, l'arrêt porte : qu'à la diligence des maîtres et gardes apothicaires, suivant leurs offres, le grand clos et jardin sera planté de toutes sortes de simples et herbes nécessaires et la maison entretenue en bon état, dans laquelle sera établie une boutique fournie de médicaments nécessaires pour être distribués aux pauvres malades par l'apothicaire à ce commis.

Et sur les autres instances, c'est-à-dire sur les demandes de l'Université et des médecins, sur lesquelles, jusqu'à l'arrêt, n'avait rien prononcé, les parties sont mises hors de cours et de procès.

En exécution de cet arrêt, par lettres du roi du mois d'octobre suivant, Jacques Grégoire, maître apothicaire, fut nommé pour résider dans l'hôpital et distribuer les médicaments aux pauvres ; mais cette nomination demeura vaine et inutile, car le bail judiciaire ordonné, du produit duquel ces médicaments devaient être achetés, ne fut jamais fait ; et d'ailleurs, les revenus de cette ferme auraient été trop minimes pour subvenir à toutes les dépenses nécessaires. D'autre part, les chapelains qui devaient prélever d'abord sur le prix du bail une somme de 120 livres, c'est-à-dire la partie la plus claire des revenus, fatiguèrent tellement les apothicaires de leurs exigences, qu'ils finirent par s'emparer du tout comme bien de leur bénéfice. Bâtimens de l'hôpital, chapelle, jardin, enclos, revenus depuis 1624, ils regardèrent le tout comme leur patrimoine, et s'y maintinrent jusqu'aux lettres d'union, faites en 1700, de cet hôpital à l'Hôtel-Dieu de Paris.

Cependant, le Conseil du roi avait pris à cœur l'utile fondation de Houel ; les apothicaires eux-mêmes se firent un point d'honneur de l'entretenir et même de la transformer en un

grand et durable établissement. Si les chapelains retenaient les titres de l'hôpital de l'Oursine et ne voulaient abandonner aux apothicaires qu'une misérable mesure tombant en ruines, on ne pouvait contester à ceux-ci la possession du grand enclos acheté par Houel.

Ils abandonnèrent donc entièrement tout le matériel de cet hôpital; édifices, chapelle, cour, enclos, ils ne gardèrent rien de tout ce qui, depuis la fondation de la reine Marguerite de Provence jusqu'à l'entrée de Houel, en avait formé tout l'emplacement entre la rue et la rivière.

Le seul terrain dans la jouissance duquel les apothicaires entrèrent fut cette petite langue de terre vaine et vague, appelée anciennement *vieux fossés*, étant de l'autre côté de la rue de l'Oursine, et remontant en équerre jusqu'à l'alignement de la rue des Postes.

Ce fut à cette portion de terrain que les apothicaires firent adaptation de leurs offres, agréées par l'arrêt et par les lettres du roi, de septembre et d'octobre 1624, de semer et planter un jardin de pharmacie *pour l'instruction des étudiants*; mais ce jardin eût été trop resserré, étant destiné à l'utilité publique d'une aussi grande ville. Il fallait d'ailleurs un bâtiment convenable pour l'instruction des élèves et pour faire les compositions pharmaceutiques, notamment celle de la thériaque, qu'on avait jusque-là fait venir à grands frais des pays étrangers; on voulut enfin, par honneur, suppléer au défaut de tout l'emplacement de l'ancien hôpital dont on était privé.

Pour réaliser à leurs dépens un projet aussi louable, le corps des apothicaires, les 13 mai et 20 juin 1626, fit acquisition (des sieurs Jacques Petit-Deslandes et Gabriel Hinselin) de plusieurs maisons et jardins s'entre-tenant, situés au faubourg Saint-Marcel, rue de l'Arbalète, aboutissant par devant sur cette rue et par derrière à maître Petit-Jean, procureur, et au terrain vague acquis précédemment par Houel, et dont on a parlé plus haut, le tout étant en la censive de l'abbaye de Sainte-Geneviève, où les contrats en furent ensaisinés le 11 février 1627, et pour les

droits d'indemnité dus à cause de leur entrée en mainmorte, il fut constitué à cette abbaye 40 livres de rente.

Aussitôt ces réquisitions consommées, les apothicaires firent semer et planter; ils avaient, dès 1626, établi un jardinier-concierge; les deux années suivantes, 1627 et 1628, ils s'occupèrent de la bâtisse d'un principal corps d'hôtel et autres commodités nécessaires entre cour et jardin, avec une grande entrée par la rue de l'Arbalète (1). Il est aisé de sentir que le corps des apothicaires n'était pas en état de subvenir, avec ses propres fonds, à des dépenses d'achat, de plantation et de bâtisse aussi considérables. Le payement d'une partie en avait été fait avec des deniers pris avec constitution, en 1632; en 1640 il était encore dû 240 livres de rente en trois parties, dont deux de 100 livres chacune, créées au profit de Mathurin Moncheny, le 31 mars 1629, et de Louis Courtois, le 22 juin suivant; la troisième, de quarante livres, était celle créée à l'abbaye de Sainte-Geneviève pour ses droits d'indemnité. Le surplus avait été acquitté des sommes que chaque maître avait volontairement données *de suo* pour participer à la bonne œuvre commune; tous s'étaient hâtés à l'envi d'y contribuer.

Mais bientôt de vives querelles s'élevèrent. Les épiciers, refusant de contribuer aux dépenses nécessaires à l'entretien de ce jardin, accusèrent les apothicaires d'avoir envahi le bien des pauvres; tout ce qui précède démontre cependant leurs droits à la possession légitime du jardin et de la maison. Ce fut là l'objet de longues contestations que la transaction de 1640 assoupit enfin; il fut à cette époque décidé que tous les deniers qui proviendraient tant des compositions qui se font avec les aspirants aux dites maîtrises de la marchandise d'épicerie, apothicairerie et épicerie qu'autrement, seraient communs et apportés de bonne foi, par les conducteurs des aspirants, entre les mains du garde-receveur de ladite communauté; desquels deniers il serait pris ce qu'il conviendrait pour l'entretienement, augmentation, réfec-

1) Il y a, de cette époque à l'époque actuelle, 238 années d'écoulées.

tion et réparations utiles et nécessaires, grosses et menues, de leur bureau et chambre commune, ensemble ce qu'il conviendrait pour l'entretienement et réparations grosses et menues de la dite maison de Saint-Marcel, jardin d'icelle, achat de plantes, gages du jardinier, que fournissement des drogues et médicaments du dit hôpital, comme pareillement pour le principal des rentes de 240 livres tournois, dues par les dits apothicaires, pour le fait de la dite maison et jardin, et arrérages d'icelle, échus depuis...., et qui écherront jusques au rachat qui s'en fera lorsqu'il y aura fonds suffisants pour ces effets, *et toutes autres charges généralement quelconques, sans exception, qui seront dues par les dites communautés*, sans néanmoins, en conséquence de ce, que les dits épiciers puissent prétendre aucun droit sur la dite maison et jardin, qui sera et demeurera à l'avenir, comme par le passé, propre aux dits apothicaires, suivant et conformément au dit arrêt du 27^e jour de 1632, et néanmoins a été accordé entre les dites parties que les gardes-épiciers qui seront en charge, et les anciens qui auront été en charge de gardes, auront et leur sera donné *par honneur* une clef de la dite maison et jardin, et seront tous les dits deniers nécessaires pour le fait de la dite maison et jardin, gages du jardinier, achat de plantes, fournissement de drogues au dit hôpital, et paiement jusques au rachat d'icelles, fournis par le dit garde-receveur par l'avis de cinq autres gardes; et pour plus grande sûreté et autorité du présent traité et accord, ont les dites parties consenti et accordé qu'il soit homologué en la dite Cour du Parlement. L'homologation en fut faite le 29 mars 1640.

Cette transaction fut exécutée jusqu'en 1768, époque où les épiciers s'avisèrent d'en refuser l'observation. Cette nouvelle contestation donna lieu, dans le sein de la communauté, à de longs débats auxquels l'édit du 10 avril 1777 mit fin en détruisant l'union forcée des deux professions. Les apothicaires, constitués en Collège de pharmacie, eurent une organisation particulière. Dès ce moment, la maison de la rue de l'Arbalète devint le seul et unique chef-lieu de l'Ecole, ayant son administration

qui régit la propriété commune, veille aux dépenses et aux recettes, à l'entretien de la maison et du jardin botanique, etc., enfin, son personnel de professeur, qui, comme les Ecoles de droit et de médecine, la Sorbonne, le Collège de France et le Jardin-du-Roi, font des cours publics et gratuits sur toutes les bases de l'art pharmaceutique. Par cet enseignement, l'Ecole répond à l'intention primitive de Houel, comme le porte l'édit de Henri III.

Dans la dite maison, des enfants seraient instruits dans l'art de l'apothicairerie. Des lettres du roi, de 1624, déclarent de même que dans le nouveau local de la rue de l'Arbalète des salles seraient disposées pour l'instruction des élèves. Ainsi, depuis la fin du seizième siècle et surtout depuis le commencement du dix-septième siècle, époque où le corps tout entier des apothicaires accepta la fondation particulière de Houel, des leçons furent d'abord données rue de l'Oursine, puis rue de l'Arbalète, avec l'autorisation royale. Cependant les pharmaciens furent plus d'une fois arrêtés dans leurs vues bienfaisantes par l'opposition de la Faculté de médecine, qui voulut suspendre et fermer ces cours publics, où le talent et la réputation des professeurs attiraient une foule nombreuse. Ainsi, lorsque MM. Mitouart et Tavernier annoncèrent en 1768 un nouveau cours de botanique qu'ils devaient professer au jardin des apothicaires, la Faculté de médecine, *très-colérée de cette entreprise*, fit intervenir le lieutenant de police pour arrêter ce cours. Mais l'utilité de cet enseignement était trop bien senti pour qu'on ne fit pas droit aux demandes des pharmaciens. L'article VIII des statuts du 10 février leur permit d'ouvrir tous les ans, pour l'instruction des élèves, des cours publics et gratuits de chimie, de pharmacie, de botanique et d'histoire naturelle.

Aussi, grâce à leurs constants efforts, les pharmaciens ont su conquérir une noble indépendance, et leur collège rivalise aujourd'hui avec les plus anciens et les plus célèbres établissements universitaires du royaume. Comme eux, il a la science, mais il a, de plus que beaucoup d'entre eux, l'utilité pratique

immédiate, car l'art pharmaceutique n'a pas, comme bien d'autres, le seul attrait de la curiosité scientifique; c'est le point de rencontre de la théorie et de la pratique, c'est l'application de toutes les découvertes des sciences chimiques et naturelles au soulagement des misères humaines.

On voit, par tout ce qui vient d'être dit, quelles sont les péripéties qui ont eu lieu depuis 1576 jusqu'à ce que le premier consul Bonaparte, par un décret en date de l'an XII de la République, établit la constitution de l'École.

Le premier directeur de l'École, après le décret, fut Vauquelin; ses professeurs furent : Laugier, Bouillon, Lagrange, Pelletier, Bussy, Chatin.

L'École de pharmacie possède, dans la salle des actes, une collection des plus importantes et dans laquelle on compte les portraits de savants; nous citerons ceux de Houel, de Boulduc, de Rouelle jeune et de Rouelle aîné, de Geoffroy, de Baumé, de Charas, de Cadet de Gassicourt, de Pia, de Parmentier, de Deyeux, de Robiquet, de Laugier, de Clarion, de Lecanu, d'Amiens, etc., etc.

Il est à désirer que les plus grandes précautions soient prises, lors de la translation de l'École, pour que ces portraits historiques soient préservés de tout dommage, de toute altération.

Des moyens de fabriquer les granules médicamenteuses, de manière à en assurer l'identité de composition et à rendre les erreurs impossibles dans l'emploi de ces remèdes,

Par M. DENAUT, Docteur en médecine et Pharmacien de 1^{re} classe.

Une tendance irrésistible porte les médecins à faire un usage chaque jour plus fréquent des substances actives que la chimie met au service de la thérapeutique. Les alcaloïdes, surtout, sont

l'objet d'une faveur légitime. Le plus souvent, c'est sous la forme de *granules* que ces substances sont employées. Mais la fabrication de ces granules présente des difficultés qui s'opposent à ce que des pharmaciens puissent les confectionner eux-mêmes, et ils sont obligés de se les procurer par l'intermédiaire de la droguerie. D'un autre côté, les droguistes ne se chargent guère de cette fabrication qui, ordinairement, est abandonnée à des *confiseurs*, même à des ouvriers en chambre.

Les substances employées sous cette forme sont presque toujours excessivement chères, et ne peut-on pas craindre que des fabricants sans responsabilité, inconnus de ceux qui emploient leurs produits, ne s'approvisionnent pas toujours aux sources les plus pures qui sont aussi les plus chères ? En outre, on connaît l'imperfection des procédés de fabrication employés, aussi bien que l'ignorance scientifique de ceux qui mettent aussi en œuvre les agents les plus énergiques de la matière médicale. Cette anarchie dans la préparation d'une catégorie si importante des médicaments est de nature à troubler la sécurité du corps médical, qui ne sait plus sur quoi compter. On voit bien sur l'étiquette du flacon : « Granules à un milligramme » par exemple, mais, la substance active annoncée s'y trouve-t-elle à l'état de pureté, et chaque granule en renferme-t-il bien un milligramme ?

L'Académie connaît cet état de choses ; dans une de ses séances, à l'occasion du rapport de M. Buignet sur la digitaline cristallisée, elle s'est associée à un vœu émis par un de ses membres, demandant que quelque chose fût fait pour rendre aux praticiens la confiance que l'industrialisme leur fait perdre dans des remèdes héroïques.

Mais je m'arrête ; insister davantage sur ces considérations serait répéter le cri d'alarme si éloquent poussé par M. Boudet, et je me hâte de montrer comment je crois pouvoir répondre à cet énergique appel au zèle des travailleurs. Il y a une vingtaine d'années, j'avais déjà étudié cette question, qui avait alors moins d'actualité qu'aujourd'hui. J'ai repris ces études

ajournées si longtemps, et je viens présenter à l'Académie les résultats auxquels elles m'ont conduit. Le but que je me suis proposé n'était pas seulement de faire des granules contenant tous et toujours identiquement la même quantité de matière active ; mais de plus, j'ai voulu rendre les erreurs impossibles, en donnant à ces petits objets comme un passe-port certain qui les distingue de chacun de tous les autres par des caractères appréciables pour tout le monde, fussent-ils mélangés tous ensemble.

Le mode de préparation que je propose se compose de trois parties distinctes : — La première, facile à réaliser, consiste à faire une masse pilulaire dans laquelle la substance active divisée à l'infini, se trouve répartie d'une manière absolument parfaite, de sorte qu'un poids égal de cette masse renferme toujours une quantité égale d'alcaloïde.

La seconde partie du procédé destinée à rendre les erreurs impossibles est beaucoup plus difficile à exécuter, à cause des moyens mécaniques qu'elle nécessite.

La troisième partie consiste sur l'apposition d'une marque de fabrique sur chaque granule.

PREMIÈRE PARTIE.

Préparation des masses à granules.

Prenez :	Digitaline du Codex. . . .	200 grammes .
	Sucre de lait poudre fine. 80	—
	Gomme arabique.	20 —
	Alcool à 96°.	50 —
	Eau simple.	12 —
Ou bien	Sirop de miel.	25 —

Mettez la lactine et la gomme dans une capsule de porcelaine, relativement grande. Triturez assez longtemps pour en faire un mélange exact. D'autre part, faites dissoudre la digitaline dans

l'alcool et versez cette solution dans la capsule. Placez cette capsule sur un bain de sable, ou sur un bain-marie, et agitez sans interruption en vous servant d'un pilon, jusqu'à ce que l'alcool soit entièrement évaporé. Alors, ajoutez l'eau en une seule fois et opérez-en le mélange avec la poudre en les remuant au moyen d'une spatule, jusqu'à ce que le tout ait pris l'aspect d'une poudre humide. Comprimez et malaxez cette poudre à l'aide des mains, jusqu'à ce que la masse pilulaire soit homogène. Divisez cette masse pilulaire en mille granules dont chacun renfermera alors exactement un milligramme de digitaline. — Procédez de même manière pour tous les alcaloïdes et pour d'autres substances solubles dans l'alcool.

Commentaire sur ce procédé. — La dissolution est le moyen qui permet de porter la division le plus loin possible. D'un autre côté, on peut admettre qu'aucune partie de la poudre excipiente n'échappant au contact du liquide dissolvant, le gramme de digitaline, employé dans l'exemple précité, se trouve divisé en autant de parties au moins que la masse renferme de particules. — Si l'évaporation de l'alcool se faisait lentement, sans que la masse fût remuée, il se produirait des agglomérations, des efflorescences de la substance dissoute, et le mélange ne serait pas homogène ; mais si on observe la triple condition : 1° d'employer une solution étendue loin du point de saturation ; 2° de produire une évaporation rapide du dissolvant ; 3° d'agiter, sans cesse, sous le pilon, il est impossible que les molécules de l'alcaloïde se rejoignent pour former des masses comparables à celles que donne la division mécanique. — Si l'on se servait d'alcool trop faible contenant beaucoup d'eau, celle-ci agirait sur la gomme ; lorsqu'il ne resterait plus beaucoup d'alcool, il se formerait des agglomérations qu'on évite en employant l'alcool bien déshydraté et des poudres bien sèches. Après l'évaporation de l'alcool, le mélange pulvérisant doit être impalpable, aussi finement divisé qu'avant d'être mouillé. Pourquoi employer le bain de sable ? Je le recommande de préférence au chauffage direct, à cause de l'inflammabilité de l'alcool. Je le préfère au

bain-marie, à cause de la projection possible de l'eau bouillante dans le mélange à dessécher.

Pourquoi employer une si grande quantité d'alcool ? En employant assez d'alcool pour faire une *bouillie fluide*, j'augmente la certitude d'une répartition égale de l'alcaloïde, à la fois parce que la division de celui-ci est d'autant plus grande que le dissolvant est plus abondant, et parce que cette bouillie mobile, agitée par le pilon pendant l'échauffement et l'évaporation de l'alcool, ne peut pas n'être pas homogène. La dépense de l'alcool doit être négligée dans une préparation de l'exemple ci-dessus.

Dans le cas où la quantité des granules serait considérable, et pour économiser l'alcool, on pourrait modifier le procédé, en mettant, par exemple, dix grammes de digitaline au lieu d'un. Après l'évaporation de l'alcool, on mélangerait le produit avec le reste de l'excipient en procédant méthodiquement, c'est-à-dire en ajoutant la poudre inerte, par petite partie, après chaque nouvelle trituration.

Pourquoi fait-on préalablement le mélange de la gomme avec la lactine ? Lorsqu'une substance énergique comme la strychnine, la vératrine, a été divisée à l'infini, pour ainsi dire, par son mélange avec le sucre de lait, les manipulations de cette poudre ne sont pas sans difficultés et sans inconvénients pour l'opérateur, principalement s'il s'agissait d'un travail prolongé, la trituration, le tamisage nécessaire pour mélanger la gomme avec la lactine, chargée du médicament, entraînant dans l'air des parcelles de cette poudre. Le mélange préalable des poudres excipientes fait disparaître cet inconvénient et se trouve ainsi justifié. Il est vrai que cette difficulté peut se produire, dans une certaine mesure, au moment où s'achève l'évaporation de l'alcool. Mais on peut s'arrêter un peu avant que la poudre ait pris toute sa mobilité par une dessiccation complète, et d'ailleurs, on peut se placer dans une cheminée ou sous un courant d'air.

Un mot sur le volume des granules. Je ne pense pas qu'il soit très-avantageux de les faire très-petits. J'y vois des inconvénients, même pour les malades ; crux-ci ne sont pas toujours

capables de comprendre qu'un si petit objet puisse renfermer tant de puissance ; la saveur sucrée peut solliciter la gourmandise d'un enfant..... D'un autre côté, il est certain que plus ce granule est petit, moins on est sûr de la bonne distribution de la substance médicamenteuse, du moins avec les procédés connus de préparation ; mais par l'exemple même du Codex, j'étais autorisé à donner à ces granules le poids de dix centigrammes. Enfin, il est aisé de comprendre que, pour écrire lisiblement sur un granule la nature du médicament, il faut qu'il présente une certaine surface. Ce n'est point au hasard que j'ai pris pour exemple la formule donnée par le Codex, pour la préparation des granules de digitaline. J'ai voulu montrer, tout de suite, que la modification que je propose à cette formule générale permet à tout pharmacien *soigneux* de faire des granules capables de satisfaire les médecins sous le rapport de la répartition du principe actif.

Une des causes de l'anarchie qu'on déplore dans la fabrication des granules se trouve dans la liberté laissée à chacun de faire charger ses granules de quantités variables de substances actives chez tel fabricant, les granules d'atropine, par exemple, à un milligramme, tandis qu'un autre les annonce à un demi-milligramme. D'un autre côté, d'après la formule-type du Codex pour les granules, ceux-ci devraient toujours renfermer un milligramme de principe actif. Or, cette dose est certainement trop forte pour les substances d'une grande énergie que les médecins aiment à prescrire par des doses fractionnées. Je crois que l'Académie remédierait à cet état de choses en arrêtant ce que chaque espèce de granule doit contenir.

Ce principe de la division, par solution, que j'applique ici aux alcaloïdes et aux autres principes solubles dans l'alcool, je me propose de l'appliquer aussi à d'autres substances énergiques, en employant des excipients et des dissolvants appropriés.

SECONDE PARTIE.

Moyen de rendre impossibles les erreurs dans l'emploi des granules.

Ces moyens se subdivisent en deux parties distinctes :

1° L'impression du nom et de la dose du médicament sur chaque granule ; 2° l'affectation d'une couleur spéciale à chaque espèce de granule.

Impression. — Toutes les espèces de granules, aussi bien d'ailleurs que toutes les espèces de pilules et toutes les espèces de dragées, ont entre elles la plus complète ressemblance, et la seule étiquette du flacon ou de la boîte permet de reconnaître la nature du médicament ; mais on est justement effrayé quand on pense aux dangers qui pourraient être la conséquence d'une étiquette mal placée : un hasard malheureux peut amener des granules de *strychnine* dans un flacon portant l'étiquette *codéine*, par exemple. Je supprime absolument ce danger en imprimant sur le granule même, au moment de la fabrication, le nom et la dose du médicament qu'il renferme, et cela en caractères parfaitement lisibles.

Pour opérer cette impression, il faut que le granule soit d'abord recouvert d'une enveloppe papyracée d'une certaine épaisseur, après quoi il est soumis à l'action d'une machine typographique appropriée à cela. — On pourra juger la chose par les spécimens présentés à l'Académie, des ressources que présente ce moyen. Il est vraiment surprenant qu'on puisse imprimer tant de choses sur un si petit objet. On pourrait placer cette phrase sur un granule pesant dix centigrammes : « *Protoiodure de mercure, cinq centigrammes.* » Abréger ainsi : « *Prot. Iod. d'Hydr., 5 c.* »

On pourra peut-être objecter que, parfois, il y a de l'inconvénient à ce que le malade lise le nom du médicament qu'on lui administre. Je me hâte de répondre qu'il n'y a là aucun em-

barras. En effet, rien n'empêche d'écrire les noms qui seraient dans le cas de motiver cette mesure, soit en abrégé, soit en latin, ce qui serait encore mieux en caractères grecs, quoique en langue française, par exemple : *μορφινε, διγιταλινε, πρωτ. 10δ δε μερη.*

Dans quelques cas, selon le désir des médecins, on pourrait inscrire la formule chimique de l'agent combiné dans le granule, par exemple : Arséniate de soude AsO_3NaO , et bichlorure de mercure : Cl. Hg. Acide arsénieux : AsO^3 .

L'enveloppe papyracée qui recouvre les granules est absolument dépourvue d'action chimique sur les alcaloïdes : ces éléments étant les mêmes que ceux du papier, cette enveloppe a l'avantage de préserver le contenu des granules de l'action de la lumière. Enfin, je considère l'absence d'odeur et de saveur comme un avantage pour les malades qui se dégoûtent vite des remèdes dont l'odeur ou la saveur leur semblait d'abord agréable. D'ailleurs, la présence du sucre dans l'enveloppe lui ferait perdre l'avantage de ne pas être hygrométrique.

La solubilité des granules permet de les fractionner en les dissolvant dans des sirops, dans des potions ; mais cet avantage est un peu diminué par l'obligation de séparer les parties ligneuses de l'enveloppe, qui demeurent en suspension dans les liquides. Toutefois, j'ai lieu d'espérer que je parviendrai à faire disparaître ce très-léger inconvénient en composant l'enveloppe de matières à la fois solubles et dépourvues d'action.

Couleurs.

Les substances très-actives auxquelles la forme des granules convient n'étant pas très-nombreuses, il est possible de consacrer à chacune d'entre elles une couleur spéciale ; c'est là un moyen de diagnose d'une valeur sérieuse. Au premier coup d'œil on peut déjà distinguer un médicament : la couleur coquelicot avertit qu'on a affaire à un alcaloïde du pavot. La couleur rouge de la fleur de digitale caractérise la *digitaline*. Le

bleu est attribué à l'*aconitine*. La couleur *rouge-pâle-jaunâtre* du tabac indique *nicotine*. Malheureusement ce rapport, connu de tout le monde, entre la couleur et la source des alcaloïdes, n'existe que pour ceux que je viens de nommer, et pour les autres, le choix des couleurs est arbitraire. Néanmoins, tout en n'y attachant pas une importance exagérée, on ne saurait méconnaître l'utilité d'une couleur spéciale à chaque alcaloïde, ce qui empêcherait la confusion. Ce moyen complète heureusement la sécurité provenant de l'impression du nom sur les granules.

Bien entendu, toutes ces couleurs sont d'origine végétale et n'ont aucune action sur l'économie, soit sur le contenu des granules.

Les granules ainsi préparés, ne renfermant rien d'hydrométrique, il résulte de ce fait que leur conservation n'exige aucune précaution spéciale, mais l'action de la lumière solaire pouvant altérer les couleurs, il conviendra de les préserver de cette action en les conservant dans l'obscurité ou à l'abri du soleil.

TROISIÈME PARTIE.

Marque de Fabrique.

Un dernier point dont l'importance sera surtout appréciée par les personnes qui sont au courant des questions industrielles et commerciales, consiste à faire figurer sur chaque granule *une marque de fabrique*. Pour que le médecin puisse avoir une confiance absolue dans une préparation, il ne suffit pas qu'il en reconnaisse le mode de confection comme irréprochable, il faut encore qu'il ne puisse la soupçonner d'être le produit d'une *contrefaçon*. Or, grâce à la législation sur *les marques de fabrique*, toute maison sérieuse, honnête, puissante, qui sera parvenue à force de probité et d'exactitude à mériter la confiance du public médical, pourra toujours facilement réprimer la contrefaçon de sa marque et, j'ose dire, que c'est là, surtout, qu'on doit voir

l'intérêt de ma communication. Car c'est dans la certitude que le médicament employé, d'une maison honorable qu'il connaît, que le médecin puisera la confiance qu'il a besoin d'avoir dans ce médicament. Sans une marque de fabrique pas de sécurité. Des industriels sans scrupule, sans responsabilité, imprimeraient des noms et des doses de fantaisie sur des granules de toutes les couleurs, et le vœu de l'Académie ne serait pas rempli. Quant à moi, la marque de fabrique que j'adopte est le symbole Ω . Sans entrer dans les détails qui seraient difficiles, inintelligibles en l'absence du dessin, je dirai sommairement comment je comprends l'organisation d'un laboratoire destiné à fabriquer les granules en grand, et de manière à ce que, dans le laboratoire même, il ne puisse se commettre d'erreurs. — Depuis longtemps, je suis en possession de moyens mécaniques dont la puissance de production et la précision dépassent de beaucoup ce que l'on connaissait. Cet outillage, résultat de recherches incessantes, remonte à bien des années.

Le mélange de la gomme avec la lactine se fait dans une sorte de tonneau tournant sur son axe et renfermant certaine quantité de *gobilles* : c'est le mélangeur qui est employé pour la fabrication de la poudre de guerre.

Marques de Fabrique et Laboratoire.

On sait que ce moyen donne d'excellents résultats, lorsqu'il y a lieu de faire, en deux fois, le mélange de l'alcaloïde avec l'excipient, comme je l'ai indiqué dans le commencement. — Ce mélange se fait dans un appareil spécial, toujours le même. Il y a autant de mélanges que d'espèces de granules. Grâce à cette mesure, un peu dispendieuse, on ne sera jamais exposé à avoir une préparation souillée par quelques restes d'une précédente opération. Sur chacun de ces mélanges se trouve le nom de la substance à faire. — Des précautions sont prises pour que les ouvriers ne soient par des poussières émanant des mélanges pulvérents. Ainsi les mélanges spéciaux sont disposés de telle

sorte que l'on peut introduire leur contenu dans le récipient où se fait la masse pilulaire, sans que des parcelles de poudre puissent s'en dégager. Ce récipient lui-même est muni d'un couvercle ayant deux couvertures garnies de manchons flexibles pour le passage des mains. Les matières premières actives sont enfermées dans une pièce particulière sous la clef du contre-maitre. Dans la même journée, on ne fait qu'une espèce de granules et on ne sort du magasin aux machines premières qu'un seul flacon d'alcaloïde. Lorsque la masse pilulaire est faite elle est livrée aux machines à diviser qui, en peu de temps, font des granules de grosseur absolument égales. — Après ce travail de division, on opère la *papyrisation*, opération complexe et délicate, par une combinaison de tours de mains et de mécaniques, les granules revêtent une robe de la couleur voulue qui permettra d'imprimer à la fois la dose et la marque de fabrique. — Dès que ce travail est achevé, les granules sont portés dans la pièce où se trouvent les machines typographiques qui impriment les caractères distinctifs de chaque granule. On sèche alors les granules. On les emmagasine. On les introduit mécaniquement dans les flacons, après les avoir comptés aussi mécaniquement.

Nous avons vu de ces granules avec le nom de la substance qu'ils contenaient, ces préparations ne laissent rien à désirer.

A. C.

Sur la délivrance des médicaments par des personnes étrangères à la Pharmacie.

Monsieur et confrère,

Par votre lettre du 19 décembre 1875, vous me demandez si des établissements industriels, dont les ouvriers se sont constitués en Société de secours mutuels, ont le droit de délivrer à leurs

ouvriers, sur l'ordonnance de médecins attachés à ces établissements, divers médicaments : pilules, sirops, granules, liqueur de goudron, laudanum, vin de quinquina, sinapismes, vésicatoires, etc. ?

La réponse est tracée par l'article XXV de la loi du 21 germinal an XI, et est formelle :

« Nul ne pourra exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre ou débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues jusqu'à ce jour, ou s'il ne l'est dans une des Écoles de pharmacie, ou par l'un des jurys, suivant celles qui sont établies par la loi du 21 germinal an XI. »

Or, la délivrance des médicaments à divers, par d'autres que par des pharmaciens établis, constitue, selon nous, l'exercice illégal de la pharmacie, et la violation de la loi.

Une condamnation vient de frapper un médecin qui faisait venir d'une ville voisine, où il y a des officines ouvertes, des médicaments pour les délivrer à des malades. Il me semble qu'on peut condamner celui qui achète des médicaments pour les délivrer aux membres d'une association.

Cela est d'autant plus admissible que dans des cas analogues, dans des dispensaires on délivre des ordonnances, mais elles sont exécutées par des pharmaciens, des prix fixes empêchent toute idée de bénéfices excessifs.

Si les médicaments délivrés aux ouvriers sont fournis par des droguistes, quelle garantie aura le malade que le médicament qui lui est délivré est bien préparé et jouit des propriétés qui peuvent amener le rétablissement de sa santé ?

C'est, sans doute, dans un but d'économie qu'on exerce illégalement, dans le cas dont il s'agit, la pharmacie, *en délivrant* des médicaments sans en avoir le droit. En fait de médicaments on doit, en les délivrant, être sûr qu'ils sont préparés par des personnes ayant les capacités nécessaires, capacités dont les pharmaciens doivent faire preuve dans les examens qu'ils subissent avant d'acquérir le droit d'exercer leur profession, capacités

que n'ont pas beaucoup de personnes qui peuvent délivrer aux malades des préparations qui, au lieu de leur être salutaires, les exposent à de grands dangers.

Voilà, Monsieur et confrère, la réponse que je puis faire à votre lettre.

Je suis votre tout dévoué,

A. CHEVALLIER.

L'Eau de mélisse des Carmes.

Les journaux font connaître la mort de M. Boyer, qui vendait l'*Eau de mélisse* dite *des Carmes*.

Nous rappellerons ici que M. Boyer, qui représentait les Carmes, s'il en avait été requis, aurait dû payer annuellement au Collège de pharmacie une somme de 1,000 francs, aux termes d'un acte notarié conclu, le 23 octobre 1781, entre les frères Épiphanes, prieur, et le révérend Théodore de Saint-Nicolas, procureur du couvent de la rue de Vaugirard, et MM. Louis-Martin Charlard, René Tassart, Jean-François Hérissant, Acquer-Sauter, prévôts et maîtres en pharmacie, représentants du Collège de pharmacie. (Voir le texte de cet acte dans le *Journal de chimie médicale*, 1875, page 534.) (1).

(1). Nous trouvons dans l'*Histoire de Paris*, par Piganiol de la Force, t. VII, page 284, 1765, le passage suivant :

C'est dans l'apothicairerie de ce monastère que la composition de l'eau de mélisse fut inventée, c'est pourquoi on la nomme souvent *Eau des Carmes*. Les religieux de ce couvent font un débit très-considérable de cette eau et, quoiqu'ils affectent de la déguiser en disant qu'elle est composée de plusieurs sortes d'herbes qu'ils cultivent dans leurs jardins, le public sait à quoi s'en tenir et que ce n'est que de l'eau de mélisse telle qu'on en fait partout ailleurs.

A. C.

FALSIFICATIONS

Sur la falsification des chocolats.

Un de mes confrères qui sait que je me suis beaucoup occupé de la falsification des substances alimentaires, nous adresse l'article suivant, qu'il a coupé dans le journal *le Figaro*, en nous posant les questions suivantes :

1° Peut-on vendre sous le nom de chocolat des mélanges de natures diverses ?

2° Y a-t-il une loi qui défende ces falsifications ?

3° Doit-on croire ce que l'article suivant, publié dans ce journal, dit exister ?

« Paris est la ville des falsifications par excellence.

« Au nombre des denrées dont le nom — en raison de leur composition — est un gros mensonge, on peut sans crainte citer le chocolat.

« Un chocolatier nous faisait dernièrement, dans son usine, des aveux vraiment pittoresques.

« — Dans le chocolat à 6 francs la livre, nous disait-il, je mets beaucoup de cacao. Dans celui à 4 francs, un peu moins. Celui de 3 francs 50 en contient fort peu. Celui de 3 francs.... moins encore.

« — Et celui à quarante sous?...

« — En contient des parcelles que nous empruntons aux mélanges à quatre francs.

« — Et celui à trente sous ?

« — Celui-là, monsieur, c'est de la sciure de bois de première qualité que l'on gâche avec de la farine, du sucre et des vestiges de vanille.... Il y a pour les foires de banlieue du chocolat à vingt sous la livre ! Il n'est pas malsain, comme vous pourriez

le croire.... c'est de la mouture de haricots rouges.... En sorte que, préparé au lard.... vous avez un légume parfait.

« J'arrêtai là le manufacturier.... J'en savais trop, hélas! »

Réponse à la 1^{re} question. — Le chocolat, qui est une substance alimentaire au premier chef, est le plus souvent désigné sous le nom de *chocolat de santé*, mais il est malheureusement vendu dénaturé et mêlé à des substances étrangères d'une moindre valeur. Le public, au lieu de se fournir *dans des maisons qui se respectent* (1), l'achète à bas prix, croyant faire une économie; alors il a un produit qui n'a que le nom de chocolat, mais qui n'en a pas la valeur. On ne devrait pas, aux termes de la loi, le vendre sous le nom de chocolat, et encore moins sous le nom de chocolat de santé, c'est se rendre coupable de tromperie sur la nature de la marchandise.

Réponse à la 2^e question. — Il n'y a pas de loi spéciale, mais nous trouvons dans une ordonnance de police concernant les sucreries colorées, les substances alimentaires, etc., portant la date du 15 juin 1862, le paragraphe X du titre II, le passage suivant : « Il est défendu d'ajouter frauduleusement aux laits, aux féculs, amidons, farines, ou à toute autre denrée, des substances étrangères, même quand ces substances n'auraient rien de nuisible. »

Réponse à la 3^e question. — Le chocolatier qui a donné des renseignements au rédacteur du *Figaro* l'a trompé sur les falsifications qu'on fait subir aux chocolats. Voici la vérité : 1^o on falsifié cet aliment avec de la fécule, de l'amidon, et par des farines diverses, mais plus particulièrement avec de la farine de froment qu'on désigne par le nom de *fleur de blé*, ou sous le nom de *blanc* (2); 2^o on enlève au chocolat le beurre de cacao, dont le prix est élevé, et on le remplace par la graisse de veau; on

(1) La Compagnie coloniale, les fabriques Menier, Dorevaut, Masson, etc.

(2) On trouve dans le *Manuel du Chocolatier* les quantités de blanc de farine qu'on fait entrer dans quatre espèces de chocolat, nos 1, 2, 3 et 4.

remplace la vanille par le storax-calamite ; 3° on a falsifié le chocolat par des matières nuisibles à la santé, mais ces falsifications, qui datent de 1833, ne sont plus pratiquées.

Notre confrère aurait pu nous poser une autre question sur les poursuites qui ont été dirigées contre les chocolatiers, nous lui aurions répondu que nous ne connaissons à Paris de condamnations prononcées qu'en raison de l'insuffisance de poids du soi-disant chocolat vendu. Une autre condamnation fut prononcée, en 1833, à Bayonne, pour un chocolat contenant une substance nuisible à la santé.

Tout récemment, dans un Conseil d'hygiène, la question de poursuites contre les fraudeurs avorta. Un savant déclara qu'il n'était pas possible de dire si un chocolat était falsifié. Nous affirmâmes le contraire, la question fut abandonnée. Seulement il faudrait, pour qu'elle soit reprise et suivie, qu'un acheteur qui aurait été trompé adressât une plainte à qui de droit. Il est probable que le falsificateur serait condamné.

Il y a déjà plus de dix-huit ans que nous demandons que les vendeurs soient forcés de porter sur les étiquettes la nature du chocolat qu'ils livrent au public, nous n'avons pas été écouté.

En ce qui concerne la question relative à ce qu'il faut faire pour reconnaître si un chocolat est pur ou non, nous avons donné les détails nécessaires à ce sujet, dans les *Annales d'hygiène* et dans notre *Dictionnaire des Falsifications*.

A. CHEVALLIER.

Réponse à des questions sur le vin plâtré.

Monsieur,

Vous m'avez fait l'honneur de me demander si du vin qui a été préparé par la méthode de plâtrage peut être considéré

comme du vin, et s'il peut être vendu comme tel. Je m'empresse de répondre à votre demande.

A mon avis, le vin plâtré n'est plus du *vin normal*.

Chaptal (1), chimiste des plus éminents, et qui fut ministre de l'intérieur et membre de l'Institut, émettait l'opinion suivante :

Le vin est devenu la boisson la plus ordinaire, et elle en est même la plus variée.

Outre que cette liqueur est tonique et fortifiante, elle est encore plus ou moins nutritive; sous tous les rapports elle ne peut être que salulaire.

Chaptal entendait parler du vin normal et non d'une *boisson débilante* obtenue par le plâtrage, boisson qui, contenant en plus ou moins grande quantité *un sel* purgatif qui, au lieu de fortifier celui qui en fait usage, doit au contraire l'affaiblir, le priver d'une partie de ses forces et le prédisposer à des maladies.

Ce qui à mes yeux est plus grave, c'est que ce liquide débilitant est vendu *comme du vin*, liquide qui le plus ordinairement est bu par les ouvriers, par des vieillards, par des personnes qui ne peuvent, en raison de leur position pécuniaire, se procurer des vins plus salubres.

Ce qui démontre que *ce liquide n'est plus du vin naturel*, c'est le dire de M. le préfet des Pyrénées-Orientales, consigné dans un rapport fait à la Commission supérieure et consultative des subsistances militaire, par le savant docteur Michel Lévy, *que les propriétaires de vignes se gardent bien de plâtrer les vins qu'ils réservent pour leur consommation.* Or, si ce liquide n'est pas assez salubre pour ceux qui le préparent, il ne l'est pas davantage pour ceux qui l'achètent et qui s'en servent dans leur alimentation.

Michel Lévy ajoutait : *Que le pâtreage est particulièrement appliqué au vin dépourvu de force, non franc de goût, provenant*

(1) Voir le traité qu'il a publié sous le titre de : *L'Art de faire, de gouverner et de perfectionner les vins*, p. 159.

de raisins moisis et non mûrs. Le vin sujet du procès Causse, Bouffon et Béraud a été examiné par des membres du Conseil de salubrité, qui ont déclaré que ce vin *n'était pas un vin naturel.*

Faisant partie de la Commission chargée du rapport relatif à ce vin, je n'ai pas voulu le signaler, par ce que, tout en déclarant que ce n'était pas *du vin naturel*, ils étaient d'avis qu'on pouvait en tolérer la vente. *Selon moi, du vin qui n'est pas du vin naturel ne devrait pas être vendu sous le nom de vin.*

Le plâtrage du raisin change la nature du liquide obtenu et fournit, au lieu d'un liquide salubre, *d'un vin naturel*, un liquide insalubre qu'on pourrait considérer plutôt comme un médicament que comme une boisson alimentaire; surtout lorsqu'il contient le sulfate de potasse, sel purgatif irritant redouté des médecins, en quantité notable.

L'insalubrité du liquide résultant du plâtrage du suc fourni par les raisins est bien connue. Dès 1864, la Société centrale de France proposait un prix de 2,000 fr. pour celui qui indiquerait un moyen de remplacer le plâtrage par un produit salubre. Personne ne s'étant présenté pour résoudre cette importante question, la classe peu favorisée de la fortune reste exposée à l'action débilitante d'un liquide dénaturé, qui est vendu sous le nom de vin.

Il est bon de signaler ici un fait que je n'ai pu comprendre : depuis plus de dix ans, le plâtrage dénature le vin, et donne lieu à un liquide peu salubre; rien n'a été ordonné pour faire cesser ce mode de faire, malgré les nombreuses publications qui ont signalé cette opération malsaine, le sujet d'une enquête qui, selon nous, est nécessaire, tandis que l'addition de l'eau au vin, addition qui ne le dénature pas, le vin est condamné comme une falsification.

En résumé, je ne puis considérer comme vin le produit qui a été obtenu par le plâtrage et qui n'est pas *du vin naturel.*

A. CHEVALLIER.

Sur les vins plâtrés.

« Monsieur,

« Permettez-moi de m'adresser à vous pour quelques renseignements, et pardonnez-moi si j'abuse de votre temps ; j'ai suivi vos cours à Paris, il y a quelques années, je sais avec quelle bienveillance vous accueillez les demandes de vos anciens élèves, c'est ce qui m'autorise à venir sans crainte vous demander conseil.

« Je suis souvent consulté au sujet des vins plâtrés, moi-même j'ai ouvert ici un entrepôt de vins que je fais gérer par un employé, les vins du Midi sont ceux qui se vendent le mieux en raison de leur bas prix, mais ils sont en général tous plâtrés.

« Je voudrais donc que vous ayez l'obligeance de m'apprendre par quel moyen j'arriverai à me prononcer sûrement et sérieusement :

« 1^o Sur le plâtrage et le dosage ;

« 2^o Sur la coloration artificielle ;

« 3^o Quels sont les réactifs à employer et le *modus faciendi* ?

Jusqu'à ce jour je n'ai eu en main que des réactifs dont je ne suis pas sûr, et ces opérations demandent certaines précautions que j'ai besoin de prendre, pour être à même de me prononcer sûrement.

« J'opère pour la coloration comme vous l'indiquez dans votre *Dictionnaire des falsifications*, mais je n'ai que l'ancienne édition.

« Nos paysans, après avoir tiré leurs vins, obtiennent à l'aide du sucre une nouvelle fermentation, qui leur donne un vin peu coloré ; ils se servent, pour la coloration, de bois de Fernambouc ou d'un sel blanc que je n'ai pu me procurer, et ils assurent que la falsification ne peut être reconnue. Ils tiennent ces procédés d'un ancien pharmacien de Paris, qui, le croiriez-vous, Mon-

sieur! vient d'obtenir une médaille à l'Exposition d'Issoire pour avoir présenté au Jury une matière colorante destinée à falsifier le vin en le colorant. C'est, comme vous le voyez, encourager la fraude au lieu de la punir. J'ai tout lieu de supposer que la matière colorante est retirée des fruits de l'airelle.

« La cochenille ammoniacale est aussi employée; je ne sais ce qu'est ce produit, je ne le trouve pas dans Dorvault.

« Vous m'obligeriez beaucoup, Monsieur, en m'envoyant, avec la manière de m'en servir, des réactifs préparés sous vos yeux, dans lesquels j'aurai alors toute confiance. Je vous en réglerai le montant en un bon sur la poste.

« Recevez, Monsieur, avec mes excuses pour la perte de temps que je vous cause, l'assurance de ma profonde reconnaissance.

« Votre bien dévoué serviteur.

« Fr. BRANDELY, pharmacien. »

A FAUXILLANCES (Puy-de-Dôme) :

Réponse sera faite.

Le chlore peut-il être employé pour prévenir les accidents qui sont causés par la morsure des animaux enragés?

Voici ce que l'on trouve dans des ouvrages imprimés; on se demande s'il n'y aurait pas utilité à faire des expériences pour établir ou non les résultats qu'on obtient de l'intervention de ce corps :

« Le chlore a été employé (en 1809) par M. Wendelstadt, conseiller de médecine à Emmerich, pour détruire le virus hydrophobique dans les blessures faites par les animaux enragés.

Dans un article publié par le journal d'Hufeland (1), on rapporte qu'il est parvenu à préserver de la rage un jeune homme de quatorze ans, qui avait été mordu par un chien enragé. Plus tard, MM. Semmola et Schœmberg ont attribué la même propriété à ce corps simple. M. le docteur Semmola dit avoir traité avec succès, à l'aide du chlore, dix-neuf individus mordus par des animaux enragés. (Voyez le *Journal de chimie médicale*, t. 4, p. 499, 1828.) Déjà, à l'époque où M. Wendelstadt annonça cette propriété du chlore, ce médicament avait été en Angleterre dans le même cas. Le même praticien rapporte qu'un Anglais de distinction, ayant voulu démontrer toute l'efficacité de ce médicament, se fit mordre à deux reprises par un chien enragé, qu'ensuite il se préserva chaque fois des suites de la morsure en se servant du chlore en lotion (2). »

Études à faire sur les moyens de prévenir le danger que présentent les morsures des animaux enragés.

Dans une réunion où l'on s'occupe de salubrité publique, à la suite d'un rapport, un des membres signala un moyen employé en Allemagne pour cautériser les morsures des animaux atteints par la rage.

Une discussion s'étant engagée sur le sujet de savoir quel est le meilleur moyen à employer, un des médecins des plus distingués émit l'opinion que la cautérisation, par le fer rouge, ne réussit pas toujours; que des personnes cautérisées, réputées guéries, n'avaient peut-être pas eu besoin de cette cautérisation; il a posé, comme exemple, les succès des *soi-disant guérisseurs* qui n'emploient pas la cautérisation, mais des médications insignifiantes.

(1) *Annales de chimie*, t. 70, p. 105, et *Bibliothèque médicale*, mars 1809. — *Annales de chimie*, t. 28, p. 271 et 512.

(2) Extrait du livre intitulé : *L'Art de préparer les chlorures*.

Un des assistants émit l'opinion qu'il serait nécessaire que de nouvelles études fussent faites, dans des écoles vétérinaires, sur ce sujet d'une haute importance.

Cette opinion parut prévaloir, et il serait heureux si nos savants vétérinaires de nos écoles faisaient ces expériences qui puissent éclairer les populations sur les moyens de prévenir des accidents qui sont presque toujours suivis de mort.

TOXICOLOGIE

Empoisonnement par l'if.

Nous avons publié un mémoire de M. Duchêne père, sur l'empoisonnement par l'if.

On trouve dans les *Annales de la médecine vétérinaire*, publiées à Bruxelles, deux opinions différentes sur l'action de ce toxique, selon qu'il est vert ou qu'il est à l'état sec. M. Earl de Shefual a émis l'opinion que l'activité du toxique s'accroît par la gelée qui dessèche le *jus de l'if*.

M. Russel a émis l'opinion, qui est que l'if détermine aussi rapidement l'empoisonnement lorsqu'il est vert et tout frais que quand il est sec; à son avis, quelles que soient la saison et les autres circonstances, la consommation de l'if est toujours mortelle.

M. Gerrard, à son tour, établit que tout prouve que la plante est plus active à l'état vert.

Il émet l'opinion que le mode d'action de ce végétal est celui d'un *narcotique irritant*, ainsi que le prétend le professeur Buckman.

M. Gerrard dit aussi qu'en outre de ses propriétés irritantes,

l'if contient un principe narcotique, que pris à forte dose, il produit le coma, la suspension de la respiration et la mort, tandis que la moutarde sauvage (il en cite des exemples) agit comme irritant seul, produit une violente gastrite et la mort dans le collapsus.

Notice sur l'opium.

Quand on parle de la Chine, on est sûr de voir arriver bien vite la question de l'opium. Une lettre d'un Chinois établi à Londres, adressée au *Times*, contient sur la consommation de cette dangereuse production des renseignements qui nous paraissent pleins d'intérêt :

« Il y a plusieurs siècles, l'usage de l'opium était encore inconnu dans l'Empire Céleste. On ne peut fixer exactement l'année à partir de laquelle de grandes quantités d'opium commencèrent à être consommées en Chine ; mais ce qui est indubitable, c'est qu'il y a deux siècles, cet article n'y était encore employé qu'à des usages médicaux.

Ce fut en 1867 qu'on introduisit dans le pays un millier de caisses d'opium. En 1773, la Compagnie des Indes-Orientales importa l'opium du Bengale ; sept ans après, la même Compagnie établissait dans la baie de Lark, au sud de Macao, un dépôt pour la vente de cette denrée.

En 1781, un bâtiment, frété par les mêmes avec de l'opium, à destination de Canton, était dirigé sur ce point, où il effectuait une vente de 1,600 caisses.

En 1793, les autorités de Canton se plaignaient du dépôt qui avait été formé en cette localité, et que deux navires approvisionnaient. Ces plaintes et la crainte des pirates firent que la denrée emmagasinée là fut embarquée sur un bâtiment et transférée à Whampoa.

Jusqu'en 1820, tout l'opium importé en Chine passa par Whampoa ; mais, à cette date, le receveur général des impôts à Canton notifia défense absolue d'y introduire cette denrée. En même temps, les Portugais, à Macao, recevaient une notification semblable, et chaque percepteur chinois était rendu responsable de la transgression de ce règlement.

Les peines édictées par l'empereur contre ceux qui contreviendraient à ses ordres devinrent de plus en plus sévères. Cependant, en dépit de toutes les prohibitions, le trafic continua. On faisait de temps à autre des captures importantes, à la suite desquelles le corps du délit était anéanti ; c'est ainsi qu'on détruisit en une seule fois 20,291 caisses de cette marchandise.

La culture de l'opium dans l'Inde, culture favorisée par le gouvernement de ce pays, rapporte annuellement 6 à 7 millions de liv. st. Le produit indien a, paraît-il, un goût beaucoup plus délicat que celui du même article provenant de la culture en terre chinoise. »

L'auteur prétend qu'en Chine, parmi les classes les plus éclairées, on serait tout disposé à travailler à l'extirpation du mal, et que l'administration encouragerait vivement ces efforts, pour peu qu'elle fût soutenue par les Anglais et par les Hindous dans cette campagne. En Chine, d'après la même autorité, il n'y a qu'un quart de la population qui fume l'opium ; le mal n'est donc pas aussi malaisé à détruire qu'on veut bien le soutenir.

« On a prétendu, d'autre part, que la privation subite de l'opium, chez ceux qui y sont habitués, était presque aussi funeste à l'économie que la consommation elle-même. L'auteur affirme qu'il n'en est rien. Il y a quelques années, un Chinois de la classe aisée, grand amateur d'opium, et dont la santé avait été fort ébranlée par son goût immodéré pour cet agréable poison, fut condamné, pour un crime quelconque, à une longue détention.

Ses amis crurent à sa mort prochaine, attendu qu'en prison on ne lui donnerait pas d'opium et que, lorsqu'il était chez lui, la privation de ce narcotique le rendait malade. Quand il sortit

de prison, non-seulement il n'était pas mort, mais sa santé était de beaucoup meilleure : il était devenu un tout autre homme.

L'auteur termine en exprimant le vœu que, dans l'intérêt de la civilisation, on arrive à supprimer l'usage¹ et le trafic de l'opium. »

OBJETS DIVERS

Nouveaux pavillons de secours aux noyés;

Par M. le Dr VOISIN.

Un progrès réel dans le service des secours aux noyés vient d'être réalisé dans Paris.

Dans un premier mémoire que j'ai publié (1) sur l'insuffisance des secours publics à Paris et sur l'état des services analogues à l'étranger, j'avais conclu à la création de pavillons de secours aux noyés devant présenter une organisation en rapport avec les devoirs et les progrès de la science moderne.

L'appel a été entendu par M. le préfet de police, M. Léon Renault, qui voulut bien m'accorder une conférence. Après un rapport que je lui ai envoyé, le Conseil municipal vota, en 1874, une allocation de 24,000 francs pour la construction de trois pavillons de secours aux noyés.

Ces trois pavillons ont été placés sur la rive droite de la Seine.

L'un en aval du pont d'Arcole.

Le deuxième en aval du pont des Arts.

Le troisième en amont du pont des Invalides.

(1) *Annales d'hygiène publique*, janvier et avril 1873.

Ils sont terminés aujourd'hui.

Ils consistent en un bâtiment de bois élevé sur briques, à proximité d'escaliers et d'abords conduisant à la Seine.

Le mobilier se compose des objets suivants :

Une *table de bois* très-lourde dont le dossier peut se relever au moyen d'une crémaillère et au bout de laquelle est un appui pour les pieds du noyé. Cette table a une hauteur de 78 centimètres.

Un *coussin plat de cuir verni* destiné à supporter la tête du noyé pendant qu'il est couché sur cette table.

Un *coussin rond* dans les $\frac{2}{3}$ et plat dans $\frac{1}{3}$ que l'on place sous la poitrine pour la cambrer en avant.

Un *caléfacteur de cuivre* long de 1,78, large de 0,76, élevé de 0,53, ayant la forme d'un matelas, et dans l'intérieur duquel existe une nappe d'eau froide, que l'on peut mettre en ébullition en dix minutes au moyen de jets de gaz disposés sous l'appareil.

Ce caléfacteur renferme 120 litres d'eau et est en communication, d'une part, avec le réservoir d'eau froide et, d'autre part, avec une baignoire placée au fond du pavillon.

Au niveau de la baignoire est un *appareil à douches* communiquant avec le réservoir d'eau froide.

En outre, il existe un *matelas de laine* et des *couvertures*, des *draps*, de façon à pouvoir faire un *lit* pour le noyé rap-pelé à la vie et l'y maintenir pendant un nombre d'heures suffisant.

Chacun des pavillons contient encore le *matériel ordinaire des caisses de secours* adoptées par le Conseil d'hygiène de salubrité le 9 février 1872, les instructions nécessaires imprimées, et une bouée de sauvetage. Au-devant de chaque poste est amarré un solide bateau pourvu de tous les agrès nécessaires.

Chaque poste sera mis en communication avec le poste central de la police de l'arrondissement au moyen d'un fil électrique.

Les pavillons sont confiés à la garde des gardiens de la paix publique ou sergents de ville qui, au nombre de trois, se succèdent sans interruption jour et nuit.

Je leur ai déjà donné et je continuerai à leur donner des instructions verbales et des répétitions qui les mettront à même d'administrer les premiers secours aux noyés qui sont, on le sait, les plus efficaces, en attendant l'arrivée du médecin appelé.

J'insiste toujours auprès d'eux sur l'importance qu'il y a à s'occuper d'abord de dégager les voies respiratoires, de tenir la bouche ouverte, de nettoyer l'arrière-gorge, d'imprimer des mouvements d'élévation aux membres supérieurs, et je recommande de n'employer le bain et le caléfacteur, que lorsque la respiration a déjà manifesté son retour de la façon même la plus légère.

La mise au bain chaud doit être courte, répétée au besoin, ainsi que le placement sur le caléfacteur préalablement couvert du matelas de laine.

J'insiste sur les frictions, sur la douche, pour rappeler la chaleur à la peau et lutter contre la cyanose chez les asphyxiés.

La possibilité de maintenir le noyé, rappelé à la vie, dans un lit, durant un nombre d'heures suffisant, constitue une innovation que je crois appelée à rendre de grands services, car j'ai su par maints rapports que nombre de noyés rappelés à la vie mouraient des suites d'un transport prématuré hors du poste de secours, surtout en hiver.

Tels qu'ils sont installés, ces pavillons contiennent tous les appareils qui sont considérés aujourd'hui comme l'expression des progrès réalisés dans la thérapeutique de l'asphyxie et de la syncope par submersion; leur présence dans Paris constitue un grand pas dans cette voie.

La construction de ces trois pavillons sera suivie de celle de plusieurs autres le long des rives de la Seine et des berges des canaux du département de la Seine.

C'est ainsi que la ville de Paris aura placé ce service de secours au niveau des progrès de la science et des améliorations accomplies dans d'autres grandes villes de pays étrangers.

Inflammation du gaz par une étincelle.

Le fait suivant mérite d'être signalé, car c'est le premier de ce genre qui ait été constaté.

Une fuite de gaz s'étant faite par la fissure d'un tuyau, dans la rue Jean-Jacques-Rousseau, des précautions avaient été prises pour éviter des accidents, mais l'on n'avait pu tout prévoir ; en effet, une étincelle déterminée par le frottement sur le pavé du pied d'un cheval d'un omnibus donna lieu à l'inflammation du gaz, inflammation qui fut promptement éteinte et fit cesser le danger.

Un parc à tortues.

L'une des curiosités qui arrêtent le plus l'attention des touristes à Pleasure-Bay, dit le *Courrier* de San-Francisco, est l'établissement du parc aux tortues, qui est formé d'un large enclos dont les deux tiers sont couverts d'eau à marée haute. Ce parc contient environ 7,000 tortues dites Terrapines, élevées à cet endroit, et l'on estime qu'il n'y a pas moins de 30,000 œufs enfouis dans le sable.

Rien de plus curieux que ce spectacle. En s'approchant sans bruit par une belle matinée de soleil, on aperçoit ces animaux tellement pressés les uns contre les autres, que le sable de la plage a disparu sous le poids de leur masse inerte. Mais au

moindre bruit, toute cette masse, qu'on aurait crue sans vie, se soulève et s'agite. La peur semble ranimer ces singuliers animaux, et, malgré la lenteur de leurs mouvements, il ne tardent pas à plonger et à disparaître sous l'eau.

Aussitôt que le silence est rétabli, on les voit revenir à terre immédiatement. On sait que les tortues pondent leurs œufs dans le sable et que c'est la chaleur du soleil qui les fait éclore. Les jeunes tortues sont placées dans un enclos à part dès qu'elles sont sorties de la coquille. Des filets sont étendus pour les protéger contre la voracité des chats sauvages qui en sont très-friands, et, quand ces tortues ont atteint une certaine dimension, on les replace dans le grand parc. On les nourrit avec du poisson vivant qu'on jette en grande quantité dans l'espèce de réservoir où elles vont plonger. Les tortues croissent très-lentement, mais dès qu'elles sont arrivées à une grosseur de 7 à 8 pouces, on les envoie sur le marché, où elles se vendent en moyenne de 15 à 18 dollars la douzaine. Les Américains sont fort amateurs de soupe à la tortue, et ce mets figure sur la carte de tous les restaurants bien tenus.

Renseignements sur les modes de chauffage et sur leurs résultats.

M. P. Duverney vient de donner dans le *Figaro* des renseignements sur la chaleur qu'on peut obtenir de divers combustibles et de l'emploi de diverses cheminées. Voici ce qu'il dit :

Si vous tenez à vous chauffer en brûlant du bois, du charbon, du gaz ou autre combustible, je vais vous indiquer quelle quantité de chaleur dégagent ces divers corps. Comme il y a des personnes qui comptent leur dépense, elles ne seront peut-être pas fâchées de savoir ces petits détails.

Pour évaluer la puissance calorique d'un combustible, on

calcule le nombre de *calories* qu'un kilogramme de ce combustible est susceptible de développer en brûlant. Ainsi, quand on dit que le pouvoir calorique du charbon est 8,000, cela veut dire qu'en se consumant, un kilog. de charbon peut, s'il n'y a pas de chaleur perdue, faire bouillir 80 litres d'eau; c'est bien clair. Eh bien, voici les chiffres les plus récents qu'aient fournis les expériences :

Bois.	3,000 calories.
Charbon de bois. . . .	7,000 —
Tannée sèche.	3,400 —
Lignite.	5,000 —
Houille.	8,000 —
Coke.	6,800 —
Gaz.	13,000 —
Pétrole.	10,400 —

Nécessairement, vous vous rendez compte, d'après ce que coûte un kilo de chacun de ces combustibles, du prix de revient du chauffage avec tel ou tel corps.

Mais ce n'est pas tout. Une grande question, c'est de savoir comment, dans quoi il faut brûler son bois, son charbon ou son coke pour en utiliser autant que possible la chaleur.

Vous savez que la cheminée est le mode de chauffage le plus dispendieux; supposons qu'une ancienne cheminée ordinaire exige 100 kilos de combustible pour dégager dans un appartement une certaine quantité de calorique : pour produire la même quantité, une cheminée à la Rumford ne demandera que 39 kilos; une cheminée système Desarnod, 33 kilos; puis viennent les poêles : le poêle Curandeau, en tôle, ne brûlera que 21 kilos; le poêle Desarnod, en tôle et fonte, seulement 16 kilos, etc.

Il est vrai que ces avantages sont largement compensés, chez les poêles, par des inconvénients dont on a exagéré la gravité, mais qui n'en sont pas moins réels; d'ailleurs, c'est surtout au

dessèchement de l'air des appartements que sont dus les ma-laises ou les petits accidents causés par les poêles en fonte. Néanmoins, les cheminées vaudront toujours mieux pour la santé; le tout, c'est d'avoir le moyen de les alimenter.

En dehors des cheminées, vous avez un immense choix de systèmes plus ou moins commodes, plus ou moins économiques, et c'est à vous à vous renseigner. Des appareils de chauffage, il y en a par centaines, et la peine que se donnent les inventeurs pour les perfectionner tous les jours prouve combien Franklin avait raison de dire « qu'il est plus aisé de bâtir deux maisons que d'en chauffer une. »

P. DUVERNEY.

Moyen de reconnaître si des œufs sont anciens ou récents.

On sait que c'est par le *mirage*, à l'aide de la lumière, qu'on reconnaît si les œufs sont frais.

Un procédé plus simple peut être employé.

On prend un litre d'eau pure dans laquelle on fait dissoudre 125 grammes de sel marin (sel de cuisine), puis on y plonge les œufs. L'œuf du jour va droit au fond, celui de la veille ou de l'avant-veille nage entre deux eaux; quant à l'œuf de cinq jours et plus, il flotte comme un bouchon de liège.

La dissolution saturée de sel peut servir indéfiniment, à ce qu'on m'assure. Il y a après cela, à mon avis, une réforme à introduire dans l'organisation du service des préposés à la vérification des œufs aux Halles centrales. Il suffira de remplacer les malheureux qui passent leur temps à s'abimer les yeux pour mirer cette précieuse denrée.

Quelques baquets saturés de sel marin et deux ou trois employés feront la même besogne dans un temps infiniment moins long.

Biberons pour l'allaitement des enfants.

On sait qu'un grand nombre de ces utiles instruments sont vendus journellement.

Il est probable que ces biberons ont besoin d'un perfectionnement facile à mettre en pratique pour les rendre complets.

On lit dans la *Gazette officielle de Berlin* le renseignement suivant :

D'après un récent rapport fait par la Faculté de médecine sur la mortalité des enfants élevés par le système artificiel, il a été reconnu à l'unanimité que le biberon dit *Biberon Robert* à soupape était le seul hygiénique et n'épuisant pas les enfants.

En conséquence, le ministre du commerce arrête :

1° Qu'à partir du 1^{er} novembre 1875, il est fait défense formelle à tous pharmaciens patentés de l'empire de tenir et de vendre d'autres systèmes de biberon que le biberon Robert ;

2° Tout pharmacien est tenu de se conformer au présent arrêté, sous peine d'une amende de 500 francs, et qui pourra être portée au double en cas de récidive ;

3° Dans tous les hospices ou établissements publics affectés à l'élevage des enfants, il est formellement interdit de mettre en usage d'autres systèmes de biberon que le biberon Robert.

Calculs d'acide oxalique à la suite de l'usage de la rhubarbe ;

Par M. BIDENKAP (*Norsk Magazin for Laegvident kaben*).

Un vieillard de 70 ans, qui prenait depuis 25 ans de la rhubarbe à titre de purgation, vit se produire des calculs d'acide oxalique dans son urine ; or, comme la rhubarbe contient beau-

coup d'oxalate de chaux, l'auteur est disposé à rapprocher ces deux faits dans le rapport de cause à effet. Un de ses confrères a également observé sur lui-même de l'oxalate de chaux à la suite de l'emploi de la rhubarbe. M. O. Lind avait aussi en traitement un vieillard de 70 ans, qui produisait de l'oxalate de chaux par les mêmes voies, et qui, lui aussi, avait employé de la rhubarbe pendant 20 à 30 ans.

Nous ferons observer que ce n'est pas de l'oxalate de chaux qu'on trouve dans les feuilles et dans les tiges de la rhubarbe, mais de l'oxalate acidule de potasse, sel désigné par le nom vulgaire de sel d'oseille.

La quantité de sel dans la plante est si grande, qu'on pourrait l'exploiter.

Rappelons ici que le savant chimiste Laugier a signalé l'usage de l'oseille comme pouvant donner lieu à la formation de calculs d'oxalate; il conseillait de ne manger qu'avec sobriété les préparations culinaires faites avec cette plante. A. C.

Sur la propriété ténicide du kamala.

M. Blondeau a expérimenté avec succès, et dans deux cas, la propriété ténifuge de la teinture de kamala.

Dans un cas il l'a prescrite à la dose de 25 grammes, dans un autre à la dose de 20 grammes; il s'agissait d'une jeune fille de seize ans qui, ne tolérant pas l'alcool, a rendu la plus grande partie du médicament; l'expulsion du ténia n'en eut pas moins lieu; il mesurait 3 mètres 50 de longueur.

L'auteur pense qu'une dose de 4 à 16 grammes de teinture ou de poudre de kamala est suffisante pour obtenir un bon résultat.

Ce médicament, outre son efficacité, a l'avantage de n'être pas désagréable en goût et de ne pas déterminer de coliques.

Il est très-connu dans l'Inde et les médecins anglais le considèrent comme plus énergique que le kousso.

Le docteur Anderson, qui le préconise, n'aurait eu sur 95 cas que deux succès.

**Note sur les malades atteints de coliques saturnines
et par des coliques métalliques.**

On sait que chaque année M. le préfet de police reçoit de l'Assistance publique des tableaux qui font connaître : 1° les nom et prénoms des malades ; 2° l'âge, la constitution et la profession qu'ils exerçaient ; 3° la désignation de la maladie ; 4° la date de l'invasion de la maladie, ses symptômes, sa gravité ; 5° l'indication du travail auquel se livraient les sujets lors de l'invasion de la maladie ; 6° l'indication de la fabrique et de l'atelier dans lequel ils travaillaient ; 7° l'indication du temps de travail avant l'invasion de la maladie ; 8° si les malades ont été affectés à plusieurs reprises de la colique métallique ; 9° combien de fois et à quelle époque ; 10° le jour de leur entrée à l'hôpital, le jour de leur sortie ; 11° s'ils sont sortis guéris ou soulagés, ou décédés.

Ces tableaux, qui sont transmis à la Préfecture, sont remis à l'un des membres du conseil de salubrité, M. Chevallier, qui fait chaque année un rapport qui est lu, discuté et approuvé dans une séance du Conseil.

Ces rapports ont démontré que, dans une période de dix années, 3,149 malades avaient été admis dans les hôpitaux de Paris, et que le chiffre des décès dans ces établissements avait été de 124.

La mort déterminée par les maladies dues au plomb, à ses sels, au cuivre, au mercure, ne peut être appréciée par ces chiffres :

beaucoup de malades ne veulent pas entrer à l'hôpital et meurent ou guérissent dans leur domicile.

Les ouvriers qui sont le plus souvent affectés par les maladies sujet de cette note sont :

1° Les ouvriers qui préparent le blanc de plomb (la céruse). Quelquefois le nombre de ces ouvriers reçus dans les hôpitaux pendant une année sont au nombre de 282, et quelquefois le chiffre est plus élevé ;

2° Les peintres en bâtiment ;

3° Les ouvrières qui polissent les caractères qui servent à l'impression ;

4° Les lithographes qui préparent les cartes de visite recouvertes de carbonate de plomb ;

5° Les plombiers et les étameurs ;

6° Les potiers de terre ;

7° Les fleuristes et les feuellagistes qui emploient des couleurs arsenicales et les ouvriers polisseurs et tailleurs de cristaux.

Le rapport que nous faisons chaque année est incomplet. En effet, ce rapport ne contient pas de renseignements sur diverses professions dans lesquelles les préparations de plomb sont employées ; ce sont les ouvriers qui travaillent les *verres mousselines*, les *broyeurs de couleurs*, les *potiers d'étain*, les *fondeurs*, les *ciseleurs sur métaux*, les *lamineurs de plomb*.

Parmi les causes qui ne permettent pas d'avoir une statistique complète, on doit faire connaître : 1° que des malades atteints de coliques saturnines se font traiter chez eux ; 2° que des malades ne déclarent pas la profession qui a donné lieu à la maladie, mais une profession qu'ils ont exercée avant de faire des travaux qui exigent l'emploi de produits plombiques.

Les tableaux envoyés par l'Assistance publique nous semblent quelquefois faire des omissions.

Devant nous occuper de ces tableaux pour l'exercice 1875, nous nous proposons de faire tout ce qu'il sera possible pour faire connaître ce qui a été constaté et ce qu'il y a encore à faire.

A. CHEVALLIER.

Rapport sur l'hygiène de la fabrication des allumettes chimiques.

On sait que nous nous sommes à plusieurs reprises occupé de la fabrication des allumettes chimiques ; que nous avons, dans nos mémoires, demandé que les allumettes ne fussent fabriquées qu'en faisant usage du phosphore amorphe, du phosphore rouge. Nous nous basions, pour faire cette demande, sur plusieurs motifs qui sont : 1° de mettre les ouvriers à l'abri de maladies que nous avons été à même d'observer ; 2° de diminuer les chances d'incendie ; 3° de ne pas mettre dans les mains de certains individus un poison difficile à combattre, poison que le criminel peut se procurer sans laisser de traces de l'achat qu'il en a fait. Toutes nos observations sont restées sans résultats.

A. C.

Sur un réactif propre à reconnaître les sulfocarbonates en dissolution,

Par M. A. MERMET.

Il est intéressant de pouvoir reconnaître, dans les produits qui sont livrés aux viticulteurs sous le nom de *sulfocarbonates*, la présence de ces composés. J'ai trouvé, dans le nickelate d'ammoniaque en solution récente et très-étendue, un réactif des plus sensibles.

Pour faire un essai, on verse dans un tube fermé quelques gouttes d'une solution de sulfate ou de chlorure de nickel, un excès d'ammoniaque et de l'eau jusqu'à décoloration ; on mélange ces différents liquides par l'agitation ; si maintenant on verse, dans la liqueur ainsi préparée, quelques gouttes du produit à essayer, s'il contient la plus petite trace de sulfocarbonate

dissous, on voit se produire une teinte *groseille* tout à fait caractéristique. Il arrive souvent que le commerce vend, au lieu de sulfocarbonates, des solutions de foie de soufre; dans ce cas, il se produit avec le réactif une teinte *jaune*; si l'on fait l'expérience avec un monosulfure alcalin, on obtient une teinte *brune* ou *noire*, suivant l'état de concentration.

J'estime qu'avec le nickelate d'ammoniaque on peut reconnaître avec certitude un sulfocarbonate dans une solution *récente* à 1/60,000; on pourrait même, avec quelques précautions, constater la présence dans une solution *récente* à 1/80,000, mais alors l'expérience deviendrait douteuse.

Réciproquement, le propose, comme un réactif nouveau et très sensible des sels de nickel, la solution aqueuse d'un sulfocarbonate alcalin.

DICTIONNAIRE

DES

ALTÉRATIONS ET FALSIFICATIONS

DES SUBSTANCES ALIMENTAIRES

MÉDICAMENTEUSES ET COMMERCIALES

ET MOYENS DE LES RECONNAITRE

Par MM. A. CHEVALLIER et BAUDRIMONT.

(4^e Édition)

Librairie ASSELIN, place de l'École-de-Médecine

Le Gérant : A. CHEVALLIER père.

Paris. — Imp. Félix Malteste et Cie, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, 22.

HUILE DE FOIE DE MORUE DE HOGG

Cette huile, extraite à Terre-Neuve de foie frais de morues, est naturelle et absolument pure, n'ayant subi aucune épuration ni décoloration; elle est supportée facilement et indéfiniment par les estomacs les plus délicats, propriété qui lui est particulière; son action est prompte et certaine, et sa supériorité sur les huiles ordinaires, ferrugineuses, composées, etc., est maintenant universellement reconnue.

Pharmacie HOGG, 2, rue de Castiglione, Paris.

VINS SPÉCIAUX

POUR

PRÉPARATIONS MÉDICINALES

BASTIDE, Pharmacien à Béziers

Médaillés à l'Exposition internationale de 1875, comme pouvant remplacer avantageusement les vins d'Espagne dans les préparations pharmaceutiques

1° **GRENACHE**, vin chaud comme les vins d'Espagne, et supporté par l'estomac comme le Bordeaux, *unique* pour la préparation des vins de quina. Prix : 0 fr. 80 le litre.

2° **MUSCAT**, plus moelleux, plus parfumé et moins sirupeux que le muscat de Frontignan et de Lunel. Prix : 1 fr. 25 le litre.

3° **MALVOISIE**, vin blanc sec et moelleux, excellent pour la préparation des vins diurétiques et amers. Prix : 0,65 cent. le litre.

Expéd. par bonbonnes de 10, 20, 30 et 50 litres et par fûts.

NOTA. — On peut faire expédier du vin rouge de table excellent Montagne, au prix de 80 fr. la pièce de 225 litres, futaille perdue.

Médaille d'argent à l'Exposition internationale de Paris 1875.

GOUDRON RECONSTITUANT

AU CHLORHYDROPHOSPHATE DE CHAUX

Extrait non alcalin préparé par BARBERON, ph^{en} de l'École supérieure de Paris.

DYSPEPSIES, NÉVROSES, PHTHISIE, MALADIES DES OS : Il remplace l'huile de foie de morue.

Chaque cuillerée de notre Goudron reconstituant contient 1 *gramme* de chlorhydrophosphate de chaux et équivaut à un verre d'eau de Goudron concentrée du Codex.

Capsules de **Goudron Barberon** au goudron de Norwège : le flac. 2 fr.

Dans toutes les Pharmacies. — Gros : Maison E. THEURIEZ, rue Riquet, 42, Paris.

DÉTAIL : Pharmacie TREHYOU, 71, rue Ste-Anne, Paris.

LE FER & LE QUINQUINA

UNIS A LA RHUBARBE

Le fer et le quinquina sont la base, on pourrait presque dire les seuls agents vraiment efficaces de la médication *tonique* ; aussi sont-ils journellement employés sous un grand nombre de formes, souvent séparés, quelquefois unis ensemble.

Pour épargner aux malades l'ennui de prendre séparément deux agents qui s'emploient si souvent simultanément, M. Mercier, de Nantes, a cru devoir les réunir en évitant l'écueil qui se présente dans les circonstances ordinaires, leur décomposition l'un par l'autre, et la production d'un sel de fer insoluble, d'un aspect repoussant et d'une assimilation impossible.

C'est dans ce but qu'il a préparé l'*Elixir Analeptique*.

L'*Elixir Analeptique*, très-agréable au goût, permet aux malades les plus difficiles de prendre sans répugnance tous les principes actifs du quinquina unis au fer. Il remplace avec avantage le *vin de quinquina*, d'une composition si variable à cause de la nature du vin qui possède une puissance dissolvante si différente, suivant les crus et la température de l'année qui l'a produit. Les pilules, dragées et autres préparations ferrugineuses solides ont l'inconvénient d'être toujours d'une digestion très-difficile, souvent même de traverser les voies digestives sans être attaquées ; de là les nausées et cette lourdeur à l'épigastre éprouvées par les malades qui en font usage.

L'*Elixir Analeptique*, au contraire, précipite la digestion en stimulant l'estomac, grâce à la *rhubarbe*, qui entre dans sa composition. Chacun sait, en effet, que les malades sont souvent obligés d'abandonner l'usage des préparations de fer et de quinquina à cause de la constipation qu'elles occasionnent inévitablement ; nous avons évité cet inconvénient en y adjoignant le médicament le plus propre à déterminer une dérivation douce et inoffensive sur le tube intestinal.

Les médecins emploient avec succès l'Elixir analeptique dans les affections suivantes : L'*Anémie* et la *Chlorose* (*pâles couleurs, pertes*), la *Dyspepsie* (mauvaise digestion), les *scrofules*, le *rachitisme*, la *faiblesse*, naturelle ou provenant de maladie, les *convalescences pénibles*, les *fièvres intermittentes, névralgies*, etc., en un mot toutes les fois que l'organisme affaibli a besoin d'être *tonifié* et *reconstitué*. Il est surtout recommandé aux femmes et aux enfants faibles.

PUBLICATIONS MÉDICALES POUR 1876 :

Adresser les demandes avec leur montant à M. E. SIMONNET, éditeur,
rue de la Monnaie, 21, Paris.

ANNUAIRE MÉDICAL ET PHARMACEUTIQUE DE LA FRANCE

28^e ANNÉE

Par le docteur Félix ROUBAUD

Législation médicale. — Législation pharmaceutique. — Législation des Établissements hospitaliers et sanitaires. — Législation des Eaux minérales et artificielles.

Personnel des Hôpitaux, des Facultés et des Écoles. — Presse médicale ou liste des journaux spéciaux publiés à Paris et dans les départements.

Liste des docteurs, officiers de santé et pharmaciens de Paris et de toutes les communes de France. — Statistique médicale.

PRIX : 4 FRANCS

**ANNUAIRE-AGENDA
DES MÉDECINS ET PHARMACIENS DE PARIS**

CONTENANT :

- 1^{re} PARTIE. — **Agenda-Omnibus**, à une page par mois, où l'on inscrit, en regard de chaque jour, ses notes les plus urgentes.
- 2^e PARTIE. — Législation, Enseignement, Examens, Inscriptions, Corps enseignants, Corps savants, Hôpitaux et Hospices.
- 3^e PARTIE. — Liste générale par Ordre alphabétique des Médecins et Pharmaciens de Paris et des Communes du Département de la Seine.
- 4^e PARTIE. — **Établissements** médicaux de Paris et des Départements.

PRIX : relié à l'anglaise, in-8^o, 2 fr.

Réduction de la moitié sur les prix ci-dessus en faveur des abonnés au journal de **CHIMIE MÉDICALE** pour 1876.

Médaille d'argent à l'Exposition internationale de Paris 1875.

ÉLIXIR FERRUGINEUX BARBERON

AU CHLORHYDROPHOSPHATE DE FER

Ce nouveau médicament d'une saveur très-agréable, convient à toutes les personnes auxquelles les ferrugineux sont indiqués.

Exactement dosé : 20 gram. (ou un verre à liqueur) contiennent 0,10 centigr. de *Chlorhydrophosphate de Fer pur pris à la dose d'un verre à liqueur après chaque repas*. Il active la digestion, et agit comme tonique et reconstituant. Il ne fatigue pas l'estomac et n'engendre pas la constipation.

Dans toutes les Pharmacies. — Gros : Maison E. THEURIER, 42, rue Biquet, Paris.

DÉTAIL : Pharmacie TREHYOU, 141, rue Sainte-Anne, Paris.

TABLE DES MATIÈRES

Pharmacie. — Translation de l'Ecole supérieure de Pharmacie.....	49
Des moyens de fabriquer les granules médicamenteuses, de manière à en assurer l'identité de composition et à rendre les erreurs impossibles dans l'emploi de ces remèdes, par M. Dehaut, docteur en médecine et pharmacien de 1 ^{re} classe.....	60
Sur la délivrance des médicaments par des personnes étrangères à la pharmacie.....	70
L'eau de mélisse des Carmes.....	72
Falsifications. — Sur la falsification des chocolats.....	73
Réponse à des questions sur le vin plâtré.....	75
Sur les vins plâtrés.....	78
Le chlore peut-il être employé pour prévenir les accidents qui sont causés par la morsure des animaux enragés?.....	79
Etudes à faire sur les moyens de prévenir le danger que présentent les morsures des animaux enragés.....	80
Toxicologie. — Empoisonnement par l'if.....	81
Notice sur l'opium.....	82
Objets divers. — Nouveaux pavillons de secours aux noyés, par M. le Dr Voisin.....	84
Inflammation du gaz par une étincelle.....	87
Un parc à tortues.....	87
Renseignements sur les modes de chauffage et sur leurs résultats.....	88
Moyen de reconnaître si des œufs sont anciens ou récents.....	90
Biberons pour l'allaitement des enfants.....	91
Calculs d'acide oxalique à la suite de l'usage de la rhubarbe, par M. Bidentkap (<i>Norsk Eegazin for Laegvident kaben</i>).....	91
Sur la propriété tœnicide du kamala.....	92
Note sur les malades atteints de coliques saturnines et par des coliques métalliques.....	93
Rapport sur l'hygiène de la fabrication des allumettes chimiques.....	95
Sur un réactif propre à reconnaître les sulfocarbonates en dissolution, par M. A. Mermet.....	95

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Des principaux champignons comestibles et vénéneux de la Flore limousine, suivi d'un précis des moyens à employer dans les cas d'empoisonnement par les champignons, par Adrien TARRADE, pharmacien. — 2^e édition revue et augmentée, avec planches chromolithographiées. — Paris, 1874.

Notice sur l'émulsion de coaltar saponiné, désinfectant énergique, cicatrisant les plaies, adoptée par les hôpitaux de la ville de Paris et les hôpitaux de la marine française, et de quelques autres émulsions médicamenteuses à la saponine, par Lucien L. BEUF fils, pharmacien de 1^{re} classe. — Paris, 1874. — J.-B. BAILLIÈRE et fils, éditeurs.

Guide de l'étudiant en médecine et en pharmacie (agenda-annuaire), par le Dr FORT, professeur libre d'anatomie. — Paris, 1874. — DELAHAYE, éditeur.